



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

2006

Éradiquer la faim dans le monde
– bilan 10 ans après
le Sommet mondial de l'alimentation



Remerciements

La publication *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2006* a été rédigée par Jakob Skoet et Kostas Stamoulis, Division de l'économie agricole et du développement, sous l'autorité générale de Prabhu Pingali, Directeur de cette division. Ricardo Sibrian, Division de la statistique, a coordonné l'apport et l'analyse des données statistiques de la publication. Jorge Mernies, consultant, a participé à la phase de planification.

Les documents de travail et projets de sections ont été établis par Shahla Shapouri, Service de la recherche économique du Département de l'agriculture des États-Unis; Tugrul Temel, Groupe des politiques rurales et de l'économie agricole, Université de Wageningen; et Sumiter Broca, Unité des études prospectives globales de la FAO.

Les fonctionnaires et consultants de la FAO ci-après ont apporté une contribution technique: Margarita Flores, Aasa Giertz et Kristian Jakobsen, Division de l'économie agricole et du développement; Deep Ford, Division des produits et du commerce international; Jelle Bruinsma, Gerold Boedeker et Joseph Schmidhuber, Unité des études prospectives globales; Cinzia Cerri, Amanda Gordon, Seevalingum Ramasawmy, Mohamed Barre et Nathalie Troubat, Division de la statistique; David Sedik, Bureau régional pour l'Europe; et Nasredin Elamin, Bureau régional pour le Proche-Orient.

Les principales estimations de la consommation alimentaire et de la sous-alimentation utilisées dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le*

monde 2006 ont été établies par le Service des statistiques des aliments de base et de l'agriculture et le Service des statistiques et des analyses socioéconomiques de la Division de la statistique de la FAO.

Les projections de la consommation alimentaire et de la sous-alimentation 2015 ont été établies par l'Unité des études prospectives globales de la FAO.

La Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques du Département des affaires générales et de l'information (GI) a assuré les services d'édition, mise en forme linguistique, graphique et production. Les traductions ont été effectuées par le Service de programmation et de documentation des réunions de GI.

Publié en 2006 par
l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les appellations employées et la présentation des données sur les cartes n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières.

La mention ou l'absence de mention de sociétés spécifiques, de leurs produits ou de leurs marques commerciales dans ces pages n'impliquent pas de préférence ou de jugement de la part de la FAO.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur.

Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2006

ISBN 92-5-205580-0

Imprimé en Italie

Photographies

En couverture [de gauche à droite]: FAO/14800/A. Conti; FAO/17283/J. Holmes; FAO/23076/R. Grossman.

Des copies des publications de la FAO peuvent être obtenues auprès du:

**GROUPE DES VENTES
ET DE LA COMMERCIALISATION
Division de l'information
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture**

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: (+39) 06 57053360
Site Web:
<http://www.fao.org/icatalog/inter-e.htm>



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

2006

Éradiquer la faim dans le monde
– bilan 10 ans après
le Sommet mondial de l'alimentation



À propos de ce rapport

Il y a 10 ans, les dirigeants mondiaux se sont réunis à Rome à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) pour examiner les moyens de vaincre le fléau de la faim. Ils se sont engagés à poursuivre leurs efforts pour éradiquer la faim dans tous les pays et se sont fixé pour objectif immédiat de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées avant 2015. À cette fin, ils ont approuvé le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. En octobre 2006, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO prévoit de faire le bilan de la mise en œuvre du Plan d'action et de procéder à un examen à moyen terme des progrès accomplis par rapport à l'objectif fixé.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2006 examine les progrès et les reculs enregistrés en matière de réduction de la faim depuis 1990-92, période de référence adoptée.

La première section du rapport, *La sous-alimentation dans le monde*, examine les tendances aux niveaux mondial, régional et sous-régional. Elle présente également les projections les plus récentes de la FAO concernant la sous-alimentation en 2015.

La deuxième section, *La sous-alimentation dans les régions*, examine la situation en ce qui concerne la sécurité alimentaire dans chacune des principales régions en développement et dans les pays en transition.

La troisième section, *La voie à suivre*, résume les leçons tirées de l'expérience en matière de réduction de la faim et présente la position de la FAO en ce qui concerne les moyens d'accélérer la réalisation de l'objectif du SMA.

Deux tableaux (p. 32-38) donnent des renseignements détaillés sur les niveaux de sous-alimentation dans les pays en développement ou en transition et d'autres indicateurs de la sécurité alimentaire. Le rapport inclut également des cartes (p. 31) illustrant la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et les progrès accomplis pour réduire la faim.

Le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation

Engagements

- 1 Nous assurerons un environnement politique, social et économique propice, visant à instaurer les meilleures conditions pour l'éradication de la pauvreté et le maintien d'une paix durable, fondé sur la pleine participation des hommes et des femmes sur un pied d'égalité, particulièrement favorable à la sécurité alimentaire durable pour tous.
- 2 Nous mettrons en œuvre des politiques visant à éradiquer la pauvreté et l'inégalité et à améliorer l'accès physique et économique de tous, à tout moment, à une alimentation suffisante, adéquate du point de vue nutritionnel et sanitaire, et son utilisation efficace.
- 3 Nous poursuivrons des politiques et méthodes participatives et durables de développement alimentaire, agricole, halieutique, forestier et rural dans les régions à potentiel élevé comme dans celles à faible potentiel, qui sont essentielles pour assurer des approvisionnements alimentaires adéquats et fiables au niveau des ménages ainsi qu'aux échelons national, régional et mondial, et lutterons contre les ravageurs, la sécheresse et la désertification, considérant le caractère multifonctionnel de l'agriculture.
- 4 Nous nous efforcerons de faire en sorte que les politiques concernant le commerce des denrées alimentaires et agricoles et les échanges en général contribuent à renforcer la sécurité alimentaire pour tous grâce à un système commercial mondial à la fois juste et axé sur le marché.
- 5 Nous nous efforcerons de prévenir les catastrophes naturelles et les crises provoquées par l'être humain, d'y être préparés et de répondre aux besoins alimentaires provisoires d'urgence, d'une façon qui stimule la reprise, le redressement et le développement et renforce la capacité de satisfaire les besoins futurs.
- 6 Nous encouragerons l'affectation et l'utilisation optimales de l'investissement public et privé pour faire progresser les ressources humaines, les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et forestiers durables et le développement rural, dans les zones à fort comme à faible potentiel.
- 7 Nous exécuterons ce Plan d'action et assurerons son contrôle et son suivi, à tous les niveaux, en coopération avec la communauté internationale.



Table des matières

Avant-propos

- 4 Malgré des reculs, la course contre la faim peut être vaincue

La sous-alimentation dans le monde

- 8 Dénombrement des victimes de la faim: tendances dans le monde en développement et les pays en transition

La sous-alimentation dans les régions

- 14 Asie et Pacifique
17 Amérique latine et Caraïbes
20 Proche-Orient et Afrique du Nord
23 Afrique subsaharienne
26 Les pays en transition

Sur la voie des engagements du Sommet

- 28 La voie à suivre: redoubler d'efforts pour éradiquer la faim

- 31 **Cartes**

- 32 **Tableaux**

- 39 **Notes**

Malgré des reculs, la course contre la faim peut être vaincue

En novembre 1996, tous les regards étaient tournés vers Rome, où les chefs d'État et de gouvernement de plus de 180 pays participant au Sommet mondial de l'alimentation (SMA) ont déclaré leur intention d'éradiquer l'un des pires fléaux pesant sur la conscience collective de la société: la faim. En vue de réaliser ce noble objectif, trop longtemps différé, les dirigeants de la planète se sont engagés à atteindre ce qu'ils ont considéré comme une étape intermédiaire, ambitieuse certes, mais réalisable: réduire de moitié, en 2015 au plus tard, le **nombre** de personnes sous-alimentées au niveau mondial, en prenant pour base le niveau de 1990. Dix ans plus tard, nous sommes confrontés à une triste réalité: aucun progrès n'a été réellement accompli en la matière. Comparé à la période 1990-92, le nombre de personnes souffrant de la faim dans les pays en développement n'a reculé que de trois millions, nombre tellement faible qu'il peut être assimilé à une erreur statistique. C'est à ce constat auquel doivent faire face les représentants du Comité de la sécurité alimentaire qui se réunissent à Rome cette année afin de faire le point sur les progrès accomplis et les reculs enregistrés depuis le Sommet et de proposer des mesures correctives.

Dans ce tableau d'ensemble, on note toutefois des signes encourageants. Malgré la réduction décevante du **nombre** de personnes souffrant de la faim, celle-ci touche désormais un **pourcentage** plus faible des populations des pays en développement qu'en 1990-92, soit 17 pour cent contre 20 pour cent. En outre, les projections de la FAO montrent que la proportion de personnes souffrant de la faim dans les pays en développement en 2015 pourrait être inférieure de moitié à celle observée en 1990-92, soit une chute de 20 à 10 pour cent selon les estimations. Le monde serait donc en voie d'atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement en ce qui concerne la

réduction de la faim. Toutefois, les mêmes projections indiquent également que l'objectif du SMA pourrait ne pas être atteint. En effet, près de 582 millions de personnes pourraient encore souffrir de la faim en 2015 contre 412 millions si l'objectif du SMA était atteint.

Cette nouvelle n'a rien de surprenant. Que ce soit dans son rapport sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* ou par d'autres voies, la FAO a régulièrement signalé que les progrès réalisés dans la lutte contre la faim étaient insuffisants. Cette publication a mis en lumière l'écart entre ce qui pourrait (et devrait) être fait, et ce qui est réellement entrepris pour épargner à des millions de personnes le fléau de la faim. Nous avons surtout souligné que réduire la faim n'était plus une question de moyens au niveau de la communauté internationale. Le monde est plus riche aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 10 ans. La nourriture est plus abondante et pourrait l'être encore davantage, sans entraîner de pressions à la hausse excessives sur les prix. Les connaissances et les ressources pour réduire la faim ne manquent pas. Seule fait défaut la volonté politique de mobiliser ces ressources au profit des affamés. Les publications précédentes de ce rapport ont montré à quel point il était urgent d'accélérer le rythme de la «course contre la faim», au sens littéral du terme, et de passer de la parole aux actes.

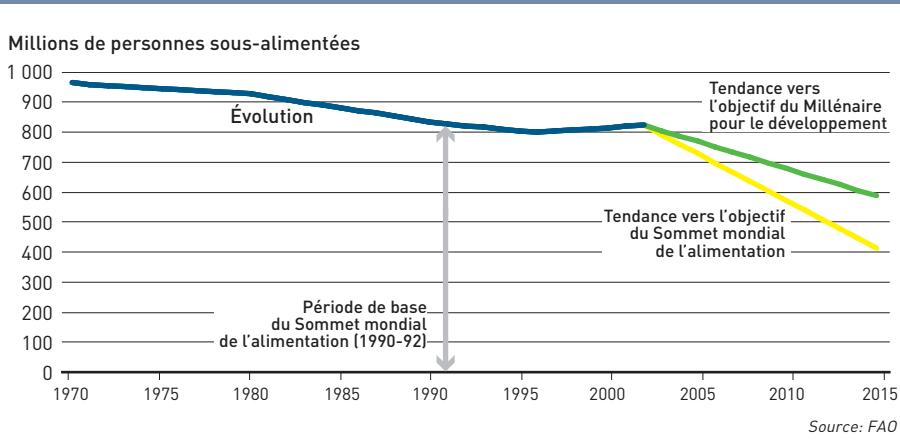
Réduction de la faim: défis et priorités

L'observation de l'évolution du nombre de personnes sous-alimentées au niveau mondial pourrait nous conduire à considérer, par une sorte de réaction naturelle, que la période qui a suivi le SMA est une «décennie perdue». Il s'agirait là d'une erreur grave, qui ne ferait qu'ajouter au scepticisme ambiant et risquerait de bloquer toute initiative visant à améliorer la situation. Elle empêcherait



1

Nombre des personnes sous-alimentées dans le monde en développement



également de voir que beaucoup a été fait pour que la faim soit placée en priorité sur la liste des mesures en faveur du développement.

Il faut également préciser que la stagnation du nombre global de personnes sous-alimentées traduit en fait les différences existant entre les progrès accomplis par certains pays et les échecs subis par d'autres. Il n'est d'ailleurs pas rare de trouver de telles différences entre les régions d'un même pays.

Pourtant, les expériences documentées jusqu'à ce jour montrent qu'il est possible de réduire la faim, même dans les pays les plus pauvres du monde. Il faut s'inspirer de ces exemples, qui peuvent apporter beaucoup. En revanche, les pays en situation de recul soulignent le besoin de généraliser les modèles et les stratégies payantes et, parallèlement, de cibler les régions qui posent un problème, celles où la faim est endémique et persistante.

Parmi les régions en développement, le défi le plus colossal est celui auquel doit faire face l'Afrique subsaharienne, car c'est la région où la prévalence de la sous-alimentation est la plus forte, une personne sur trois étant dans l'incapacité d'accéder à une nourriture suffisante. Les projections de la FAO suggè-

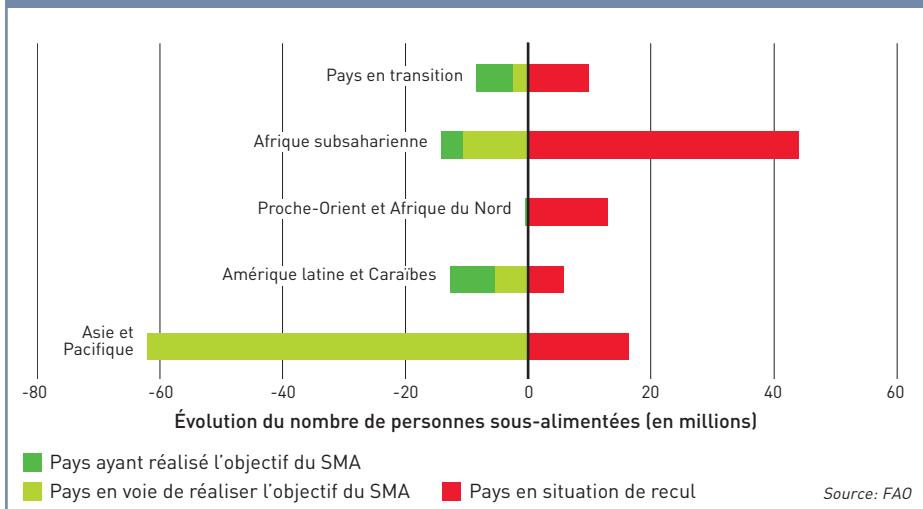
rent que la prévalence de la faim dans cette région diminuera d'ici 2015, mais que le nombre de personnes souffrant de la faim ne sera pas inférieur à celui de la période 1990-92. D'ici 2015, près de 30 pour cent des personnes sous-alimentées du monde en développement vivront en Afrique subsaharienne, contre 20 pour cent en 1990-92.

Les pays, relativement nombreux, qui ne trouvent pas de solution à ce problème sont souvent traversés par des conflits ou dévastés régulièrement par d'autres formes de catastrophes. Cela étant, les projections montrent l'ampleur de la tâche qui attend les pays qui, bien qu'épargnés par les conflits, ne peuvent compter que sur des ressources agricoles médiocres et un développement institutionnel et économique global insuffisant pour faire face à une croissance démographique débridée.

L'évaluation des progrès accomplis dans les pays montre que la faim est généralement concentrée dans les zones rurales, où habitent la plupart des pauvres et des personnes menacées par l'insécurité alimentaire. Mais la pauvreté urbaine n'est pas en reste, alimentée par la migration des ruraux vers les villes, essayant tant bien que mal d'échapper aux privations associées à la vie rurale.

2

Progrès et reculs de la réduction de la faim de 1990-92 à 2001-03



Le monde s'urbanise à grande vitesse en partie à cause du recul du monde rural. Bientôt, la plupart des populations du monde en développement vivront dans des grandes villes. La question de la sécurité alimentaire dans les villes ainsi que les problèmes qui lui sont liés doivent impérativement faire partie des priorités pour les années à venir.

Validité et efficacité d'une approche «sur deux fronts»

La concentration de la faim dans les zones rurales montre qu'aucune réduction durable de la faim n'est possible sans investissement conséquent dans le développement rural et agricole. Dans les pays et les régions où la faim est répandue, l'agriculture est souvent la clé du progrès économique et de la réduction durable de la sous-alimentation. L'histoire nous a enseigné que les pays qui ont combattu la faim avec succès sont également ceux qui ont connu une croissance économique rapide et qui sont parvenus à réaliser des gains de productivité agricole supérieurs aux pays en stagnation ou en situation de recul.

Investir dans l'agriculture, et plus généralement dans l'économie rurale, est donc une condition préalable permettant de réduire la faim plus rapidement. Le secteur agricole est souvent le moteur de la croissance pour les économies rurales, et l'augmentation de la productivité agricole peut accroître la production de denrées alimentaires, diminuer les prix des aliments sur les marchés locaux, augmenter les revenus agricoles et dynamiser l'économie locale en créant de la demande pour des biens et des services produits localement.

Il est désormais solidement établi que la faim nuit gravement à la santé et à la productivité des personnes et entrave les efforts qu'ils déploient pour échapper à la pauvreté. Ce fléau freine le développement économique et social potentiel de sociétés entières. Ce n'est pas un hasard si les progrès les plus rapides ont concerné la réduction de la pauvreté et non l'atténuation de la faim. En effet, les personnes qui souffrent de la faim ont plus de mal à échapper à la pauvreté car elles sont dans l'incapacité de se procurer des moyens d'existence. Résoudre le problème de la faim passe donc par l'adoption de mesures directes visant à aider



les pauvres et les mal nourris à sortir du cercle vicieux de la faim et de la pauvreté. De plus en plus de pays apportent la preuve que des mesures ciblées avec soin contribuent forcément à la réduction de la pauvreté et de la faim.

L'approche «sur deux fronts», qui comprend des mesures directes de lutte contre la faim et accorde la priorité au développement rural et agricole, donne la possibilité aux personnes les plus vulnérables et souffrant d'insécurité alimentaire de se procurer des moyens d'existence et d'accéder à une meilleure vie. Les efforts visant à faire de cette approche un axe stratégique de la réduction de la faim doivent par conséquent être au cœur des initiatives de réduction de la pauvreté, à tous les niveaux.

Atteindre l'objectif du SMA: cela peut se faire

Toutes les conditions sont actuellement réunies pour que les stratégies de réduction de la faim soient relancées avec vigueur et pour que les pays s'engagent plus résolument à réaliser l'objectif du SMA et outre – éradiquer la faim dans le monde. Il faut reconnaître que la communauté internationale accorde désormais une attention plus soutenue à la faim, la considérant comme une question cruciale intimement liée au développement. La faim occupe désormais une place prépondérante dans les programmes de lutte contre la pauvreté et dans d'autres initiatives, et des voix s'élèvent, toujours plus nombreuses, pour dénoncer la persistance de la faim chronique dans un océan de prospérité, ce qui est une contradiction inacceptable. Les gouvernements, la société civile et d'autres organisations sont davantage conscients que des mesures doivent être prises et, semble-t-il, résolus à lancer et à catalyser les actions qui s'imposent.

Dix ans après le SMA, nous pouvons reprendre la «course contre la faim» avec une vigueur nouvelle afin de remplir les

engagements pris il y a 10 ans, et, dans l'idéal, de dépasser l'objectif du SMA. Nous devons éviter l'optimisme illusoire qui pourrait naître de l'abondance des denrées alimentaires au niveau mondial, de l'accroissement général de la productivité agricole ou de l'expansion du commerce international. L'abondance alimentaire, voire la suralimentation, côtoie la pénurie alimentaire depuis des décennies, et à moins que les conditions favorisant la faim chronique ne soient éliminées, ces deux extrêmes continueront de coexister dans l'avenir.

L'objectif du SMA pour 2015 est-il réalisable? La réponse est un «oui» franc et massif, à condition que des mesures concrètes et concertées, donnant suite au Plan d'action du SMA, soient prises et appliquées immédiatement à grande échelle. Il y a déjà 10 ans, les signataires de la Déclaration de Rome avaient souligné l'urgence de la tâche «qui incombe en premier lieu aux gouvernements», mais pour laquelle la coopération avec les organisations internationales et la société civile, notamment les secteurs public et privé, est vitale. Nous sommes aujourd'hui convaincus que la course contre la faim peut encore être gagnée, à condition que les ressources nécessaires, la volonté politique et des politiques adaptées soient au rendez-vous. Nous sommes d'accord avec la principale conclusion du Groupe de travail contre la faim du Projet du Millénaire: **l'objectif peut être atteint.**

Jacques Diouf
Directeur général de la FAO

La sous-alimentation dans le monde

Dénombrement des victimes de la faim: tendances dans le monde en développement et les pays en transition¹

Dix ans après le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) tenu à Rome en 1996, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde demeure obstinément élevé. En 2001-03, selon les estimations de la FAO, ce nombre s'élevait encore à 854 millions de par le monde, dont 820 millions dans les pays en développement, 25 millions dans les pays en transition et 9 millions dans les pays industrialisés².

Pratiquement aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne l'objectif du SMA de réduire de moitié le **nombre** de personnes sous-alimentées avant 2015. Depuis 1990-92, période de référence pour l'objectif du SMA, la population sous-alimentée des pays en développement n'a diminué que de 3 millions de personnes, autrement dit de 823 à 820 millions, alors qu'une réduction de 37 millions avait été obtenue dans les années 70, suivie d'une réduction de 100 millions dans les années 80. Enfin, les tendances les plus récentes sont vraiment préoccupantes – un déclin de 26 millions entre 1990-92 et 1995-97 a en effet été suivi d'une augmentation de 23 millions jusqu'en 2001-03.

Du fait de la croissance démographique, le très léger déclin du nombre

Les Objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et du Millénaire pour le développement

En 1996, le Sommet mondial de l'alimentation a fixé l'objectif de réduire de moitié le **nombre** de personnes sous-alimentées avant 2015. La FAO utilise la moyenne pour la période 1990-92 comme point de départ pour évaluer les progrès accomplis sur cette voie.

L'une des deux cibles visées dans le cadre du premier Objectif du Millénaire pour le développement est de réduire de moitié entre 1990 et 2015 la **proportion** de personnes souffrant de la faim.

L'objectif du SMA est le plus ambitieux des deux. En fait, l'accroissement continu de la population fait que la proportion de personnes sous-alimentées vivant dans les pays en développement devra être réduite de beaucoup plus de la moitié pour que l'objectif soit atteint. Si la cible de l'OMD est atteinte en 2015 par l'ensemble des pays en développement en tant que groupe, les projections démographiques actuelles donnent à penser qu'il restera encore quelque 585 millions de personnes sous-alimentées, soit beaucoup plus (173 millions de plus) que l'objectif du SMA qui est de 412 millions. La réalisation de l'objectif du SMA exigera de ramener la proportion de personnes sous-alimentées vivant dans les pays en développement à 7 pour cent, soit 10 points de pourcentage en moins que les 17 pour cent actuels.

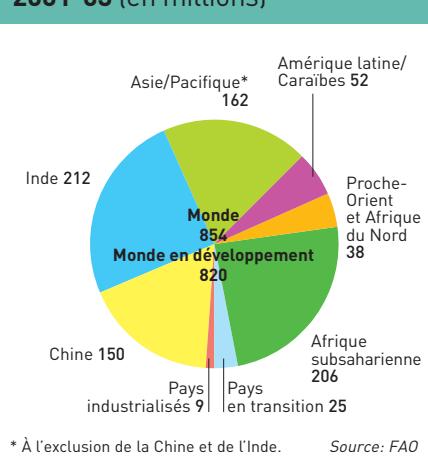
de personnes sous-alimentées s'est traduit néanmoins par une réduction de la **proportion** de personnes sous-alimentées dans les pays en développement de 3 points de pourcentage – de 20 pour cent en 1990-92 à 17 pour cent en 2001-03. Ainsi donc, les progrès dans la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1), à savoir réduire de moitié le pourcentage de personnes sous-alimentées avant 2015, se pour-

suivent. Toutefois, au cours de cette période, les progrès ont été plus lents qu'au cours des deux décennies précédentes, où la prévalence de la sous-alimentation avait diminué de 9 pour cent (de 37 à 28 pour cent) entre 1969-71 et 1979-81, puis de 8 pour cent (pour tomber à 20 pour cent) entre 1979-81 et 1990-92³.

La réalisation effective de l'objectif du SMA exigera une inversion des tendances récentes en ce qui concerne le nombre

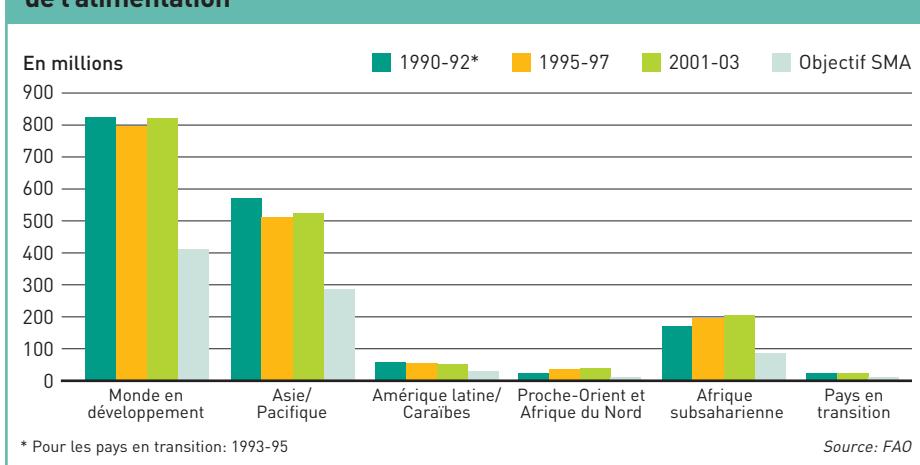
3

Personnes sous-alimentées 2001-03 (en millions)



4

Nombre de personnes sous-alimentées et objectif du Sommet mondial de l'alimentation





de personnes victimes de la faim et une accélération du taux de réduction de la proportion de personnes sous-alimentées. En fait, même si la cible de l'OMD devait être atteinte avant 2015, l'objectif du SMA sera loin de l'être (voir encadré). En effet, pour que soit atteint l'objectif du SMA dans les pays en développement, il faudrait que le nombre de personnes sous-alimentées diminue de 31 millions par an entre 2001-03 et 2015.

Tendances régionales en matière de sous-alimentation⁴

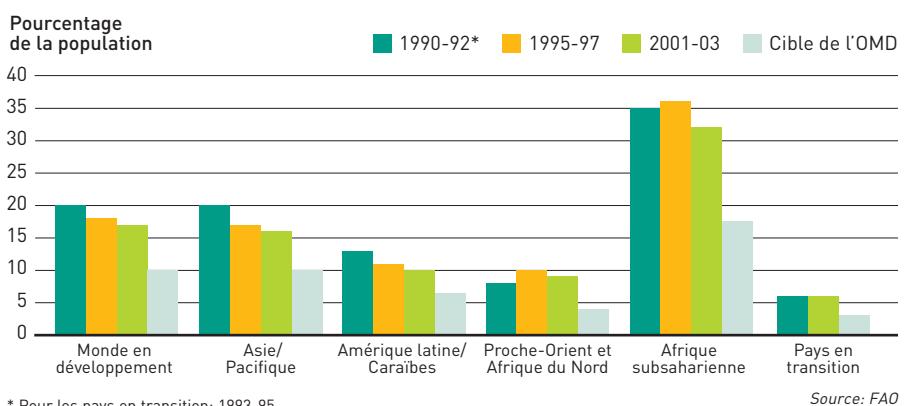
La stagnation mondiale de la réduction de la faim masque des disparités importantes entre les régions: l'Asie et le Pacifique, ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes, enregistrent une réduction générale tant du nombre absolu que de la prévalence des personnes sous-alimentées depuis la période de référence. Toutefois, dans ces deux régions, le taux moyen de diminution est encore inférieur à ce qui serait nécessaire pour réduire de moitié la population sous-alimentée d'ici à 2015. Qui plus est, dans le cas de l'Asie et du Pacifique, le nombre de personnes sous-alimentées est de nouveau en augmentation pendant la deuxième moitié de la décennie, tandis que la prévalence continue de baisser. Cette inversion de la tendance se constate en Chine et en Inde, où les chiffres absolus étaient supérieurs en 2001-03 à ce qu'ils étaient en 1995-97.

En revanche, tant au Proche-Orient qu'en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté pendant les 11 ans qui ont suivi la période de base du SMA. En Afrique subsaharienne, il s'agit de la poursuite d'une tendance manifeste depuis au moins 30 ans.

En Afrique subsaharienne, on constate toutefois des progrès dans la réduction de la prévalence de la sous-alimentation. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, la proportion de personnes

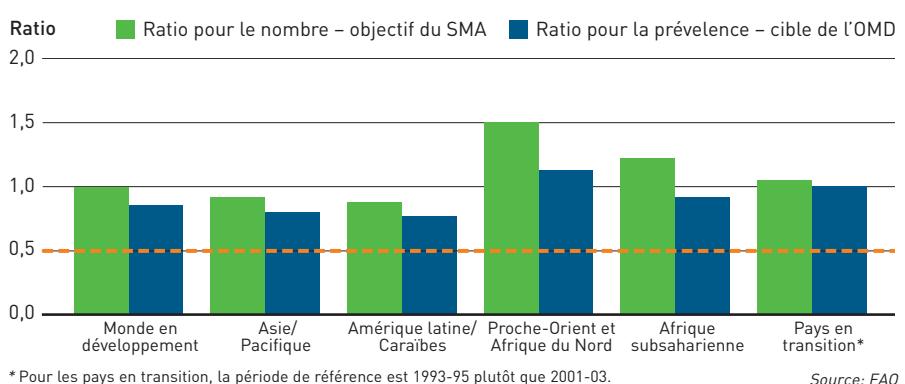
5

Proportion de personnes sous-alimentées et Objectif du Millénaire pour le développement



6

Ratio de sous-alimentation (nombre et prévalence) en 2001-03 par rapport à 1990-92



sous-alimentées marque un déclin significatif, puisqu'elle est passée de 35 pour cent en 1990-92 à 32 pour cent en 2001-03, après avoir atteint 36 pour cent en 1995-97. Il s'agit d'une évolution encourageante bien que la région reste confrontée à un véritable défi, le nombre de personnes sous-alimentées étant passé de 169 millions à 206 millions, alors que l'objectif du SMA consiste à ramener ce nombre à 85 millions avant 2015.

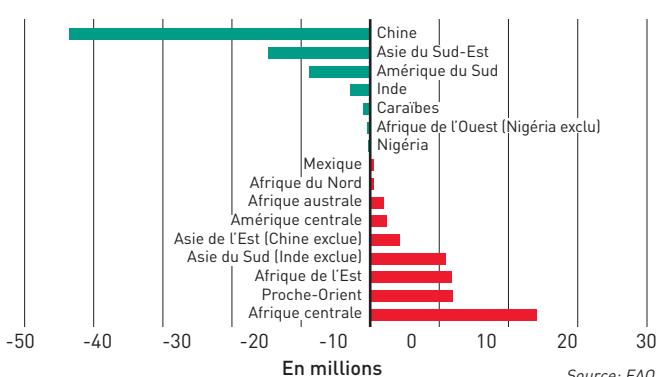
Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord sont les seules régions où le nombre et la proportion de personnes sous-alimentées ont augmenté depuis 1990-92, bien que la base fût relativement faible.

Après une réduction sensible du nombre de personnes sous-alimentées pendant les années 70, la tendance pendant les décennies qui ont suivi s'est maintenue à la hausse. La décennie qui a suivi la période de base du SMA n'a pas fait exception, bien que l'augmentation se soit ralentie au cours des dernières années.

En ce qui concerne les pays en transition, le nombre de personnes sous-alimentées dans ces pays a légèrement augmenté, passant de 23 à 25 millions⁵.

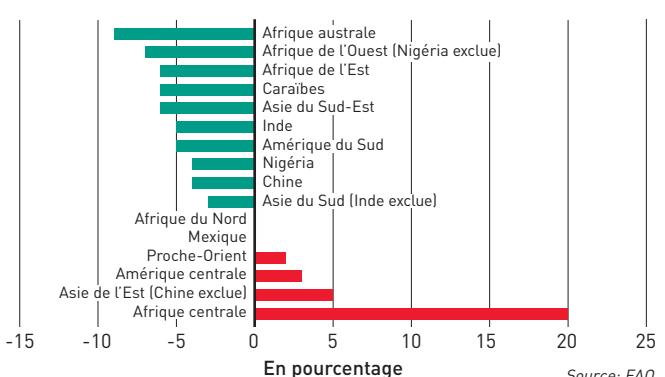
7

Évolution du nombre de personnes sous-alimentées par sous-région de 1990-92 à 2001-03



8

Changements dans la proportion de sous-alimentés dans le sous-régions de 1990-92 à 2001-03



Cette hausse est attribuée essentiellement à la Communauté des États indépendants où se trouvent la plupart des personnes sous-alimentées de la région.

Les objectifs du SMA et de l'OMD: progrès et reculs selon les régions

Les progrès accomplis sur la voie de l'objectif du SMA et de l'OMD selon les régions sont indiqués par la Figure 6, qui fait apparaître le ratio du nombre de personnes sous-alimentées, respectivement, en 2001-03 à celui de 1990-92. Un ratio égal ou inférieur à 0,5 implique que l'objectif respectif (l'objectif du SMA pour le nombre et la cible de l'OMD pour la prévalence) a été atteint. Un ratio inférieur à 1,0 indique des progrès vers l'objectif, tandis qu'un ratio supérieur à 1,0 indique un recul. Seuls l'Amérique latine et les Caraïbes, tout comme l'Asie et le Pacifique, ont accompli des progrès par rapport à l'objectif du SMA, mais ni l'une ni l'autre de ces régions n'est sur le point d'atteindre l'objectif fixé. Les autres régions se sont toutes éloignées du but à des degrés divers.

Les perspectives en ce qui concerne la cible de l'OMD sont plus prometteuses. Toutes les régions en développement, à l'exception du Proche-Orient et de l'Afrique

du Nord, ont fait des progrès en ce qui concerne la prévalence de la sous-alimentation, et dans le cas de l'Asie et le Pacifique ou de l'Amérique latine et les Caraïbes, ces progrès sont assez remarquables.

Tendances sous-régionales de la sous-alimentation⁶

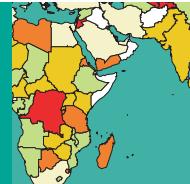
Depuis la période de référence du Sommet mondial de l'alimentation (SMA), les tendances régionales en matière de sous-alimentation recouvrent des différences importantes au niveau sous-régional comme le montrent les Figures 7 et 8. En Afrique subsaharienne, par exemple, les sous-régions d'Afrique australe, d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest ont enregistré un déclin de la prévalence de la sous-alimentation (mais pas nécessairement du nombre de personnes sous-alimentées); en revanche, l'Afrique centrale a connu une augmentation spectaculaire tant du nombre que de la prévalence des personnes sous-alimentées.

En Asie (où la Chine et l'Inde sont traitées comme des sous-régions distinctes, compte tenu de la taille de leurs populations) des progrès sensibles ont été enregistrés en Chine et dans la sous-région très peuplée d'Asie du Sud-Est

pour ce qui est du nombre des personnes sous-alimentées. En Inde, en revanche, où la prévalence de la faim a décliné, les résultats sur le plan du nombre de personnes sous-alimentées sont médiocres, la réduction obtenue pendant la première partie de la décennie (1990-92 à 1995-97) ayant été par la suite inversée. En même temps, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté dans le reste de l'Asie du Sud (à l'exclusion de l'Inde) et en particulier dans le reste de l'Asie de l'Est (à l'exclusion de la Chine).

Pour la région Amérique latine et Caraïbes, l'Amérique du Sud a largement contribué à la réalisation de l'objectif du SMA, tandis que le nombre de personnes sous-alimentées augmentait en Amérique centrale et au Mexique. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, le nombre absolu de personnes sous-alimentées est le plus faible de toutes les régions en développement, mais il a augmenté aussi bien en Afrique du Nord qu'au Proche-Orient et dans cette dernière sous-région, la prévalence de la faim a également augmenté.

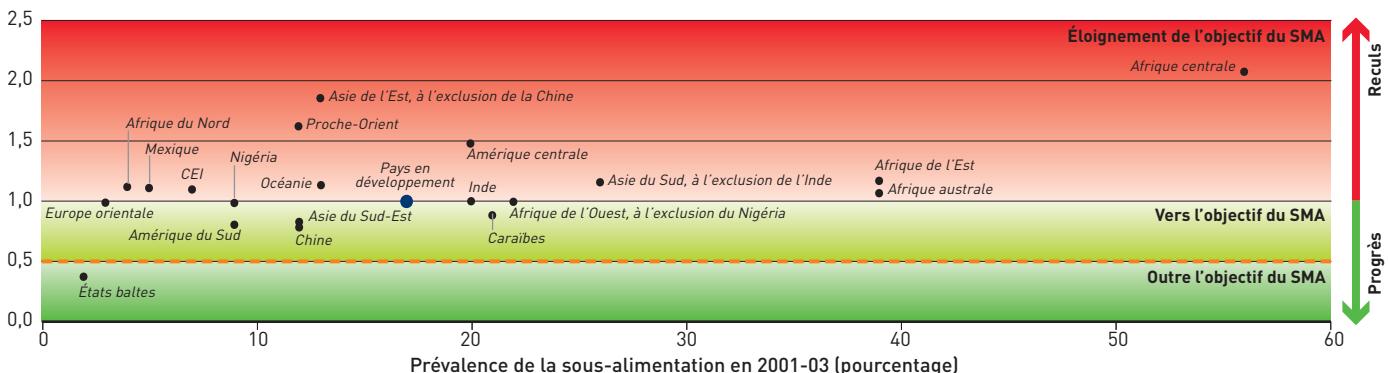
À l'échelle mondiale, la plupart des sous-régions ont enregistré une réduction de la prévalence de la sous-alimentation. Toutefois, les véritables progrès accomplis pour réduire le nombre total de personnes sous-alimentées sont



9

Progrès vers l'objectif du SMA: ratio du nombre de personnes sous-alimentées en 2001-03 par rapport à 1990-92 placé en fonction de la prévalence de la sous-alimentation en 2001-03

Ratio: chiffre actuel par rapport à la période de référence (2001-03 / 1990-92*)



* Pour les pays en transition: 1993-95

Source: FAO

concentrés dans quelques sous-régions très peuplées comme la Chine, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Sud.

L'objectif du Sommet mondial de l'alimentation: progrès et reculs selon les sous-régions

Les progrès accomplis et les reculs enregistrés dans la lutte contre la faim dans les sous-régions en développement sont indiqués dans la Figure 9. Pour chaque sous-région, le ratio indiquant la distance par rapport à l'objectif du SMA est placé en fonction de la prévalence de la sous-alimentation. Un ratio de 1 à 0,5 implique un progrès vers l'objectif, tandis qu'un ratio de 0,5 ou moins indique que l'objectif a été atteint, voire dépassé. Un ratio supérieur à 1 indique un recul.

Les deux extrêmes – les États baltes et l'Afrique centrale – illustrent la grande disparité des progrès accomplis dans la lutte contre la faim. Les États baltes, où la sous-alimentation est la plus faible, ont déjà réduit le nombre de personnes sous-alimentées de plus de la moitié, tandis que l'Afrique centrale, où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée (56 pour cent de la population), s'est éloignée

rapidement de l'objectif du SMA, du fait de la crise alimentaire dramatique que connaît la République démocratique du Congo.

Outre les États baltes, la Chine, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique du Sud et les Caraïbes ont également progressé vers l'objectif du SMA. Les trois premières régions, grâce à leurs importantes populations sont également celles qui ont le plus contribué à la réduction du nombre de personnes sous-alimentées. Dans toutes ces sous-régions, à l'exception des Caraïbes, la prévalence de la sous-alimentation est inférieure à la moyenne pour les pays en développement.

Outre l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe méritent elles aussi une attention particulière, compte tenu de la forte prévalence de la sous-alimentation dans ces régions. Dans l'une comme l'autre, le nombre de personnes sous-alimentées ne cesse d'augmenter malgré une réduction du pourcentage. Une accélération substantielle des progrès sera nécessaire pour atteindre l'objectif du SMA. Il en va de même pour d'autres régions où la sous-alimentation n'atteint pas le même niveau, mais où les progrès accomplis sont limités, voire nuls, en ce qui concerne le nombre

absolu de personnes sous-alimentées, à savoir l'Asie du Sud (à l'exclusion de l'Inde), l'Afrique de l'Ouest et l'Inde.

Les autres sous-régions, où la situation s'aggrave tant en ce qui concerne le pourcentage que le nombre de personnes sous-alimentées malgré des niveaux inférieurs de sous-alimentation, sont l'Asie de l'Est (à l'exclusion de la Chine) en raison essentiellement de l'aggravation de la situation en République populaire démocratique de Corée, le Proche-Orient et l'Amérique centrale.

De toute évidence, les progrès accomplis sont concentrés dans un très petit nombre de sous-régions et en général dans des sous-régions où la prévalence de la sous-alimentation est inférieure à la moyenne pour les pays en développement. À l'échelle mondiale, les progrès sont essentiellement déterminés par un petit nombre de sous-régions très peuplées, tandis que beaucoup d'autres sous-régions ne constatent aucun progrès ou ont même enregistré des résultats négatifs. Pour accélérer le rythme de la réduction mondiale de la faim, il est indispensable d'enrayer et d'inverser la tendance à l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées et d'élargir les succès remportés

La sous-alimentation dans le monde

dans d'autres sous-régions. Cela est particulièrement indispensable dans les sous-régions où la prévalence de la sous-alimentation est la plus grave.

Sous-alimentation jusqu'en 2015

Malgré la lenteur décourageante des progrès accomplis dans la réduction de la faim au cours de la dernière décennie, les dernières projections de la FAO, qui prévoient une accélération à l'avenir, sont plutôt encourageantes (voir

tableau)⁷. La prévalence de la faim dans les pays en développement en général devrait diminuer de moitié par rapport à la période de base (1990-92), où elle était de 20,3 pour cent, pour tomber à 10,1 pour cent en 2015. Si cette projection se vérifie, l'OMD de réduction de la faim sera atteint. On ne peut pas en dire autant de l'engagement du SMA, dans la mesure où le nombre de personnes sous-alimentées en 2015 devrait rester supérieur à l'objectif de 170 millions de personnes.

La réduction du nombre de personnes sous-alimentées ne toucherait pas toutes les régions en développement. En fait, seule l'Asie de l'Est devrait atteindre l'objectif du SMA. L'Afrique subsaharienne, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord devraient au contraire enregistrer en 2015 une augmentation du nombre de personnes sous-alimentées par rapport à 1990-92⁸. L'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que l'Asie du Sud, si elles sont en mesure d'atteindre l'OMD, sont hors course pour l'objectif du SMA. La tendance récente à l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, pourrait s'inverser, mais de ces trois régions, seule l'Asie du Sud se trouve sur la bonne voie pour atteindre l'OMD.

Apport calorique et accroissement de la population

Les projections des progrès dans la réduction de la faim correspondent à des augmentations sensibles de la consommation alimentaire moyenne par habitant. Malgré l'augmentation générale de la consommation alimentaire, dans plusieurs pays elle ne suffira pas à faire baisser de manière sensible le nombre de personnes sous-alimentées. En particulier, l'Afrique subsaharienne enregistrera encore en 2015 un apport calorique journalier moyen par habitant de 2 420 kilocalories (kcal) (2 285 kcal, si on exclut le Nigéria) – moyenne proche de celle de l'Asie du Sud au début de ce siècle. La faiblesse de l'apport calorique initial, associée à une forte croissance de la population, explique la lenteur des progrès en ce qui concerne la réduction du nombre de personnes sous-alimentées.

Réduire la faim se révèlera particulièrement difficile pour les pays caractérisés par une prévalence de la faim historiquement très élevée, une consommation alimentaire très faible (moins de

Projections concernant la sous-alimentation dans le monde en développement

	Nombre de personnes sous-alimentées (millions)			Prévalence de la sous-alimentation (pourcentage de la population)		
	1990-92*	2015	Objectif du SMA	1990-92*	2015	Objectif de l'OMD
Pays en développement	823	582	412	20,3	10,1	10,2
Afrique subsaharienne	170	179	85	35,7	21,1	17,9
Proche-Orient et Afrique du Nord	24	36	12	7,6	7,0	3,8
Amérique latine et Caraïbes	60	41	30	13,4	6,6	6,7
Asie du Sud	291	203	146	25,9	12,1	13,0
Asie de l'Est**	277	123	139	16,5	5,8	8,3

Notes

La période de base pour les projections est 1999-2001 et non pas 2001-03, dernières années pour lesquelles des chiffres relatifs à la sous-alimentation sont présentés dans ce rapport. Plusieurs petits pays ont également été exclus des projections.

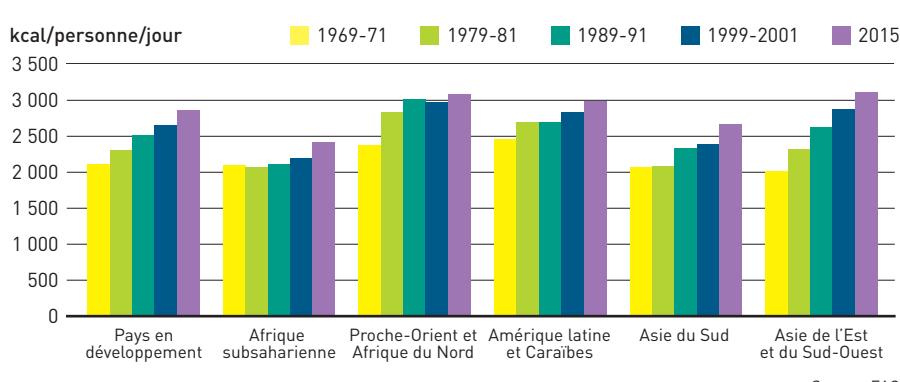
* Les données pour 1990-92 peuvent différer légèrement des chiffres indiqués ailleurs dans le rapport, dans la mesure où les projections reposent sur des estimations de la sous-alimentation qui n'incluent pas les dernières révisions.

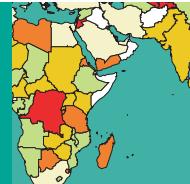
** Y compris l'Asie du Sud-Est.

Source: FAO

10

Tendances et projections concernant la consommation alimentaire par habitant





2 200 kcal/personne/jour en 1999-2001), de maigres perspectives de croissance économique, un taux d'accroissement de la population élevé et une base de ressources agricoles limitée. Trente deux pays entrent dans cette catégorie – avec des taux de sous-alimentation allant de 29 à 72 pour cent de la population et une prévalence moyenne de 42 pour cent. Or ces pays regroupent 580 millions de personnes, chiffre qui devrait passer à 1,39 milliard d'ici à 2050. Leur consommation alimentaire moyenne actuelle, de 2 000 kcal/personne/jour, est en fait inférieure à ce qu'elle était il y a 30 ans. Malgré leur médiocre performance dans le passé, plusieurs de ces pays pourraient toutefois obtenir des résultats appréciables en accordant la priorité à la production alimentaire locale, comme d'autres pays l'ont fait dans le passé.

Sous-alimentation et pauvreté

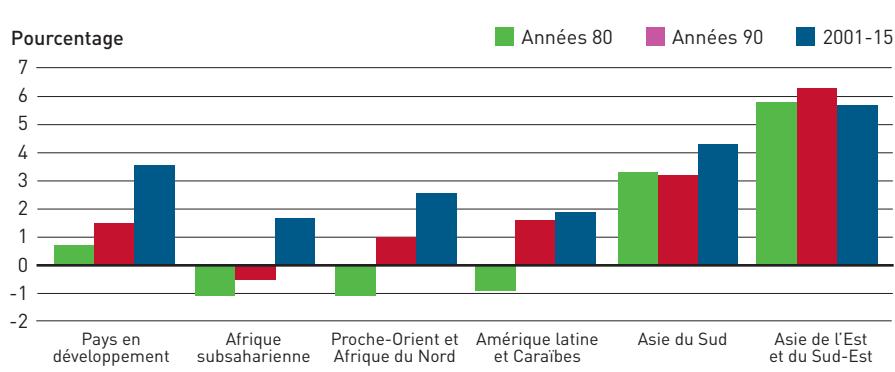
La croissance des revenus par habitant contribuera à atténuer le problème de la faim en réduisant la pauvreté et en augmentant la demande alimentaire par habitant⁹. Des taux de croissance du PIB par habitant plus élevés que pendant les années 90 sont prévus pour toutes les régions et tous les groupes de pays, à l'exception de l'Asie de l'Est, qui demeure néanmoins la région au taux de croissance le plus élevé (plus de 5 pour cent par an et par habitant).

La Figure 12 présente des tendances et des projections des taux de pauvreté et de sous-alimentation qui laissent augurer que l'OMD 1 (réduire de moitié la part des pauvres d'ici à 2015) concernant la pauvreté sera atteint dans le scénario de base.

Différentes méthodologies sont utilisées pour estimer la pauvreté et la sous-alimentation et les chiffres ne sont pas directement comparables. Toutefois, un examen attentif des tendances des deux indicateurs pour les pays en développement révèle que la pauvreté

11

Tendances et projections du PIB par habitant



Source: Banque mondiale. 2006. Global Economic Prospects, 2006. Tableau 1.2. Washington.

a tendance à diminuer plus rapidement que la sous-alimentation. Les projections, tant de la Banque mondiale que de la FAO, pour ces indicateurs donnent à penser que cette tendance se poursuivra. En fait, malgré les différences entre les méthodes de calcul, on constate que le ratio pauvreté/sous-alimentation était de 1,5 en 1990-92 et qu'en 2015 il devrait être de 1,2.

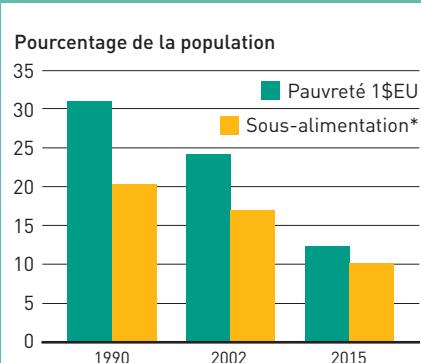
Ces tendances et projections passées donnent à penser que la réduction de la pauvreté n'entraîne pas automatiquement de réduction du nombre de pauvres qui sont aussi sous-alimentés, pour des raisons qui ne sont pas encore éclaircies. Il se peut que la faim elle-même constitue un handicap pour échapper à la pauvreté (le piège de la faim). De précédentes éditions de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, ainsi que le Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, soulignaient, en effet, que la faim n'est pas seulement une conséquence, mais aussi l'une des causes de la pauvreté et qu'elle compromet le potentiel productif des personnes, des familles et de nations entières. Dans l'édition 2004 du présent rapport figurait une analyse détaillée du coût social et économique de la faim.

Le rapport pauvreté/sous-alimentation a une conséquence politique impor-

tante, à savoir qu'en l'absence de mesures concrètes, la faim compromet les efforts faits pour réduire la pauvreté à l'échelle mondiale. La croissance des revenus, si elle est nécessaire, n'est pas toujours suffisante pour éradiquer la faim. Des mesures spécifiques visant directement à garantir l'accès à la nourriture sont indispensables pour que les efforts faits pour éradiquer la faim soient productifs.

12

Pauvreté et sous-alimentation



* Pour la sous-alimentation, les données historiques portent sur 1990-92 et 2000-2002.

Source: Taux de pauvreté 1 dollar EU adapté de la Banque mondiale. 2006. Global Economic Prospects, 2006. Washington. Pour la sous-alimentation, voir FAO. 2006. L'agriculture mondiale à l'horizon 2030/2050. Rapport intérimaire. Perspectives pour l'alimentation, la nutrition, l'agriculture et les principaux groupes de produits, p. 19. Rome.

La sous-alimentation dans les régions

Asie et Pacifique

La région Asie et Pacifique représente 68 pour cent de la population des pays en développement et 64 pour cent de la population sous-alimentée de ceux-ci. Le taux de sous-alimentation – soit 16 pour cent de la population totale – n'est inférieur qu'à celui de l'Afrique parmi les régions des pays en développement.

Entre 1990-92 et 2001-03, le nombre de personnes sous-alimentées dans la région a reculé de 570 millions à 524 mil-

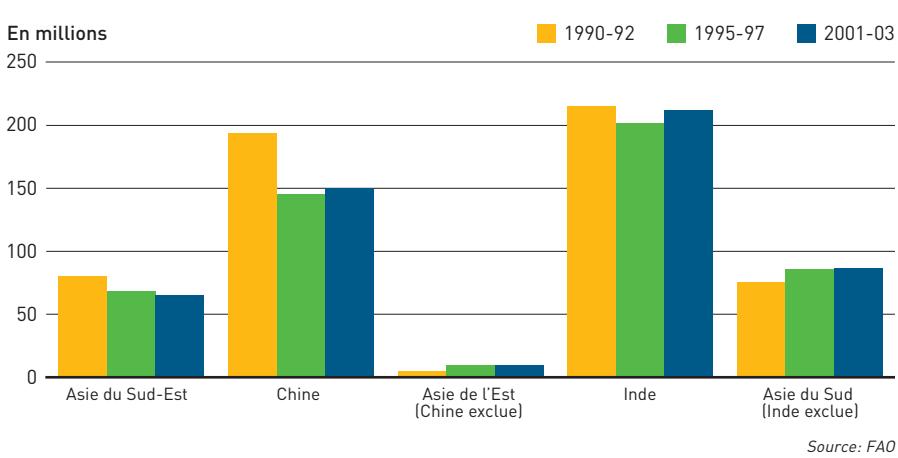
lions et le taux de sous-alimentation est tombé de 20 à 16 pour cent. Tous les pays, à l'exception de la République populaire démocratique de Corée¹⁰ ont vu leur taux de sous-alimentation reculer, mais cette diminution n'a pas toujours été suffisante pour compenser la croissance démographique – seuls 9 des 17 pays de la région ont vu flétrir le nombre de leurs personnes sous-alimentées. Pour atteindre l'objectif du SMA pour 2015, il faut accélérer les progrès réalisés.

La baisse du nombre de personnes souffrant de la faim dans la région Asie et Pacifique était essentiellement le fait de la Chine, dont le nombre de personnes concernées est tombé de 194 à 150 millions. L'Inde a le plus grand nombre de personnes sous-alimentées du monde, 212 millions de personnes – soit une baisse minime par rapport au chiffre estimatif de 215 millions de personnes pour 1990-92. Le Bangladesh et le Pakistan, pays qui ont tous deux des taux élevés de sous-alimentation, représentent 15 pour cent de la population de la région souffrant de la faim, le Pakistan enregistrant une augmentation à la fois du taux et du chiffre en valeur absolue.

On trouvera à la Figure 15 une indication des progrès réalisés par les divers pays en matière de réalisation de l'objectif du SMA. Aucun pays de la région n'a atteint l'objectif. Deux États, le Myanmar et le Viet Nam, ont obtenu une baisse de plus de 25 pour cent du nombre de personnes sous-alimentées. En outre, le progrès le plus sensible en valeur relative a été obtenu par la Chine, la Thaïlande et l'Indonésie. La détérioration la plus grave de la sécurité alimentaire a été observée en République populaire démocratique de Corée, où le nombre de personnes sous-alimentées a plus que doublé, passant de 3,6 à 7,9 millions.

13

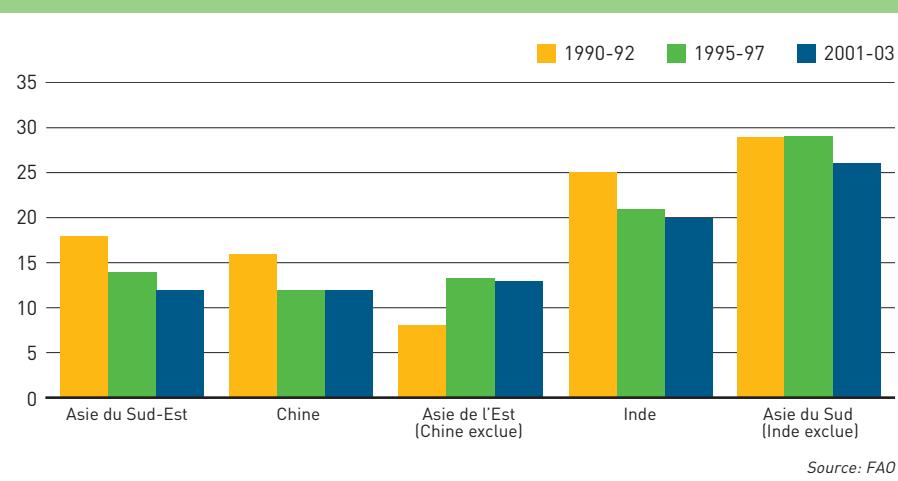
Nombre de personnes sous-alimentées: Asie et Pacifique



Source: FAO

14

Proportion de personnes sous-alimentées: Asie et Pacifique



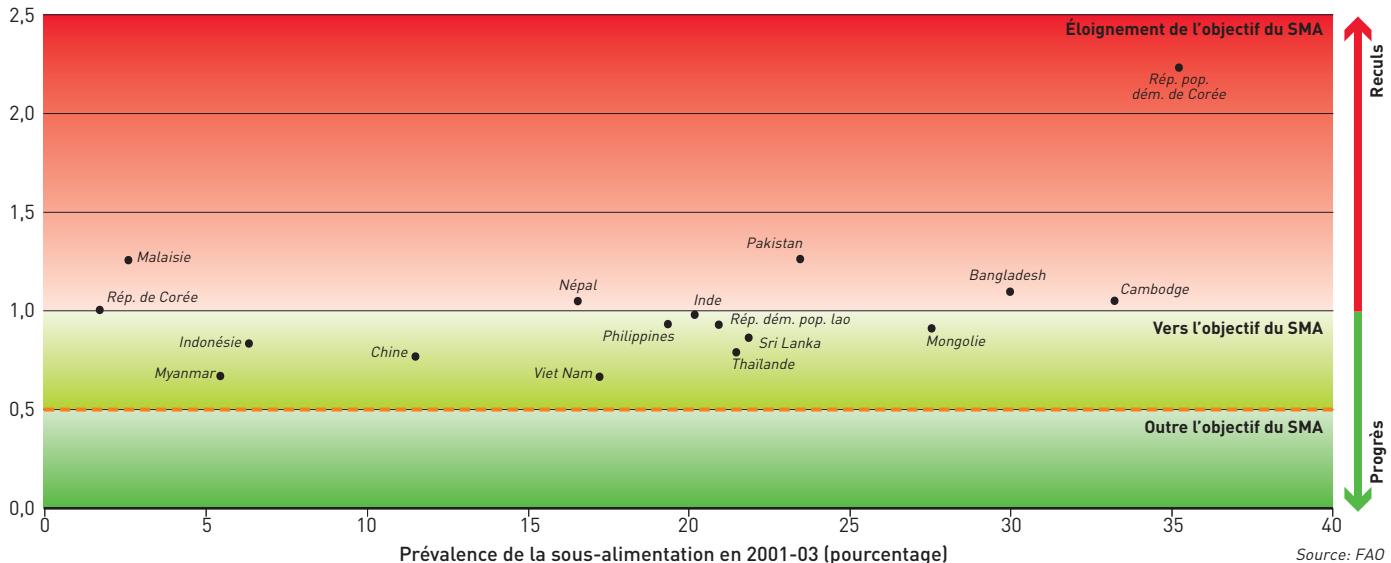
Lutte contre la faim: facteurs déterminant les progrès et les reculs

Dans la plupart des pays de la région, la majorité de la population – et la plupart des pauvres et des personnes souffrant de l'insécurité alimentaire – vit en milieu rural. Une économie rurale florissante est donc une condition préalable à la réduction de la sous-alimentation. La croissance de l'agriculture obtenue grâce à la productivité (augmentation des rendements) peut avoir



Nombre de personnes sous-alimentées: progrès et reculs des pays de la région Asie et Pacifique

Ratio: chiffre actuel par rapport à la période de référence (2001-03/1990-92)



un effet très positif sur l'économie rurale non agricole en stimulant la demande de produits non agricoles de production locale et en maintenant les prix des aliments à un faible niveau. Accroître la productivité des petits agriculteurs est particulièrement important, car en tant que travailleurs ruraux, ces derniers tendent à utiliser le revenu sup-

plémentaire pour l'achat de vivres et de produits et services de base non agricoles venant des zones rurales. La croissance agricole donne donc naissance à un cercle vertueux dans lequel les activités agricoles et rurales se soutiennent mutuellement. Cette croissance peut contribuer puissamment à réduire le nombre des personnes sous-

alimentées, en particulier lorsque l'inégalité initiale des revenus n'est pas trop marquée et que la croissance démographique est modérée.

La Chine et le Viet Nam illustrent ce processus. Entre 1990-92 et 2001-03, le nombre de personnes sous-alimentées en Chine est tombé de 194 millions à 150 millions et le taux de sous-alimentation, de 16 à 12 pour cent. Cela a été obtenu grâce à une forte croissance économique et agricole – le PIB par habitant a progressé à un taux annuel moyen de 8 pour cent entre 1990 et 2003, tandis que le PIB agricole par habitant a augmenté de 2,5 pour cent et la production vivrière par habitant, de 5,4 pour cent l'an. En même temps, la croissance annuelle de la population n'était que de 1 pour cent.

En réalité, la baisse rapide de la faim et de la pauvreté en Chine avait commencé beaucoup plus tôt, avec deux réformes agricoles majeures en 1978, lorsque les familles avaient été autorisées à louer des terres aux exploita-

L'insécurité alimentaire dans la République populaire démocratique de Corée

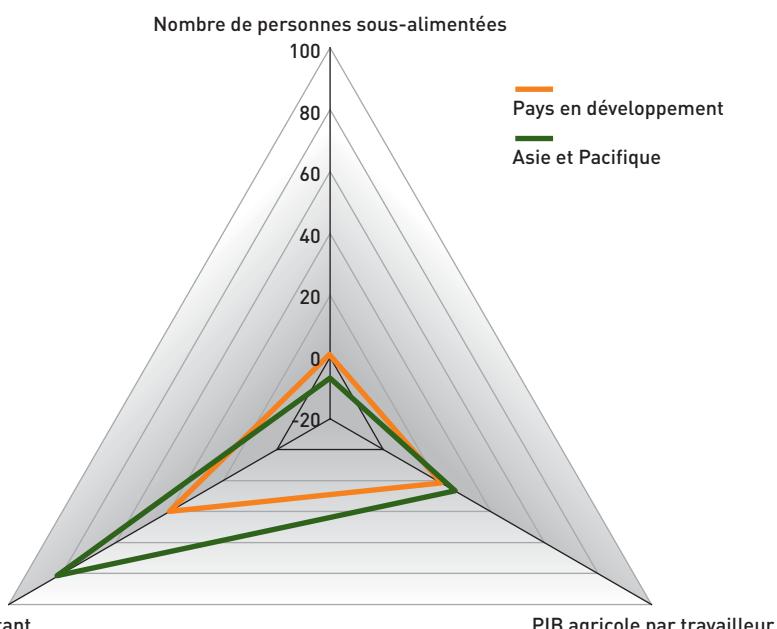
La République populaire démocratique de Corée a enregistré une forte augmentation à la fois du taux de sous-alimentation et du nombre de personnes souffrant de la faim pendant la période 1990-92 à 2001-03: le taux a doublé et le nombre absolu a plus que doublé (pour atteindre près de 8 millions de personnes). Il semble que la cause profonde soit à attribuer aux tendances négatives de la croissance économique. Faute de statistiques de la croissance du PIB, il est dif-

ficile d'évaluer l'ampleur du problème. Cependant, les données disponibles sur la production vivrière indiquent que cette variable par habitant a baissé à raison de 2,2 pour cent par an pendant cette période. En 2003, la plupart des 23 millions d'habitants du pays étaient tributaires des céréales reçues par l'intermédiaire du système de distribution de l'État.

La sous-alimentation dans les régions

16

Sous-alimentation, PIB par habitant et PIB agricole par travailleur (variation en pourcentage entre 1990-92 et 2001-03)



Source: FAO et Banque mondiale

tions collectives et lorsque les prix d'achat d'État des céréales vivrières, des oléagineux et des porcs avaient été relevés¹¹. La production et les recettes agricoles avaient alors progressé de façon spectaculaire, les revenus ruraux par habitant augmentant de 90 pour cent entre 1980 et 1985. Ensuite, les entreprises rurales non agricoles ont également commencé à se développer rapidement. En 2000, elles avaient absorbé près d'un quart de la main-d'œuvre rurale et représentaient quelque 30 pour cent du PIB national, tandis que les ménages ruraux tiraient près de 50 pour cent de leurs revenus de sources non agricoles¹². Le nombre de pauvres de la Chine rurale est tombé de 490 millions en 1979 à quelque 90 millions en 2002 selon le critère du seuil de pauvreté de 1 dollar EU par jour de la Banque mondiale¹³. Le nombre de personnes sous-alimentées est tombé de 387 mil-

lions en 1969-71 au chiffre actuel de 150 millions.

Le taux de réduction de la faim enregistré en Chine s'est ralenti pendant la deuxième moitié des années 90¹⁴. Cela est imputable, du moins en partie, à la faiblesse des résultats économiques des zones rurales relativement isolées et défavorisées, où vivent la plupart des personnes souffrant encore de la faim. La plus grande partie de la production agricole est le fait de quelque 200 millions de très petites exploitations (0,65 ha ou moins)¹⁵. Les récentes mesures prises par le Gouvernement chinois pour relancer les zones rurales laissent présager que la réduction de la faim peut s'accélérer pendant la prochaine décennie.

Entre 1990-92 et 2001-03, le Viet Nam a ramené le taux de sous-alimentation de 31 à 17 pour cent et le nombre de personnes sous-alimentées de 21 à 14 mil-

lions. Comme en Chine, la réduction accélérée de la faim et de la pauvreté est à attribuer aux réformes de l'économie et de l'agriculture orientées vers le marché, qui ont été mises en œuvre dans les années 80. Un programme de réforme économique a octroyé aux agriculteurs le droit de contrôle sur la terre, leur a permis d'accroître les ventes sur le marché et a allégé la politique agricole fiscale. Comme dans le cas de la Chine, les moteurs de ce progrès ont été une forte croissance du PIB par habitant (5,7 pour cent/an entre 1990 et 2003) et du PIB agricole (2,5 pour cent/an) ainsi qu'une expansion rapide de la production vivrière. Un programme d'éradication de la pauvreté visant des investissements dans l'infrastructure rurale a également contribué à stimuler la production agricole et à favoriser la réduction de la faim. Le Viet Nam demeure un pays à faible revenu et il reste difficile de maintenir le rythme de la réduction de la faim.

Au Cambodge et en Inde, le nombre total de personnes sous-alimentées est resté pratiquement inchangé, malgré une forte croissance des revenus par habitant de 4 pour cent par an entre 1993 et 2003 au Cambodge et de 3,9 pour cent par an entre 1990 et 2003 en Inde. Cependant, les bons résultats économiques d'ensemble ont été répartis de manière inégale entre les secteurs et n'ont pas été soutenus par une forte croissance agricole; le PIB agricole par habitant a augmenté à un taux annuel de 0,7 pour cent seulement entre 1993 et 2003 au Cambodge et de 0,9 pour cent entre 1990 et 2003 en Inde¹⁶.



Amérique latine et Caraïbes

Environ 6 pour cent des personnes sous-alimentées des pays en développement vivent en Amérique latine et aux Caraïbes ainsi que 11 pour cent de la population totale. Le taux de sous-alimentation de 10 pour cent de la population de la région arrive au deuxième rang des taux les plus bas des régions en développement.

La région, qui a ramené le nombre de personnes sous-alimentées de 59 millions en 1990-92 à 52 millions en 2001-03, est en train de progresser vers la réalisation de l'objectif du SMA, bien qu'il soit nécessaire d'accélérer le rythme des progrès. Ceux-ci sont inégaux, principalement concentrés dans les sous-régions de l'Amérique du Sud et des Caraïbes. L'Amérique centrale, par ailleurs, a enregistré une tendance à la hausse, à la fois en valeur et en taux de sous-alimentation. Au Mexique¹⁷, le taux de sous-alimentation est resté stable à un niveau relativement faible, tandis que le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté.

La Figure 19 met en évidence l'écart important qui existe entre les pays en ce qui concerne les progrès faits en matière de réalisation de l'objectif du SMA. Quelques pays – Cuba, Guyana et Pérou – ont déjà atteint l'objectif tandis

L'objectif du Sommet mondial de l'alimentation est atteint au Pérou

L'insécurité alimentaire s'est dégradée pendant les années 70 et en particulier les années 80. Le taux de sous-alimentation a doublé, passant de 21 pour cent en 1969-71 à 42 pour cent en 1990-92. Dans les années 90, la tendance a été enfin inversée. Entre 1990-92 et 2001-03, le nombre de personnes sous-alimentées est tombé de 9,3 millions à 3,3 millions et le taux de sous-alimentation a été ramené de 42 à 12 pour cent de la population. L'amélioration de la sécurité alimentaire peut être attribuée notamment à la réduction de l'inflation. Entre 1990-92 et 2001-03, le PIB réel par habitant a progressé de 2,1 pour cent l'an, malgré l'échec provoqué par les bouleversements du marché financier mondial à la fin des années 90.

Un des facteurs clés de la réussite a été une forte croissance agricole. Le Pérou a mis en œuvre des réformes du secteur agricole, notamment par une législation sur les transactions et les droits fonciers, qui a abouti à des améliorations de l'accès au crédit. La valeur ajoutée agricole par travailleur a augmenté de 4 pour cent par an entre 1990-92 et 2001-03.

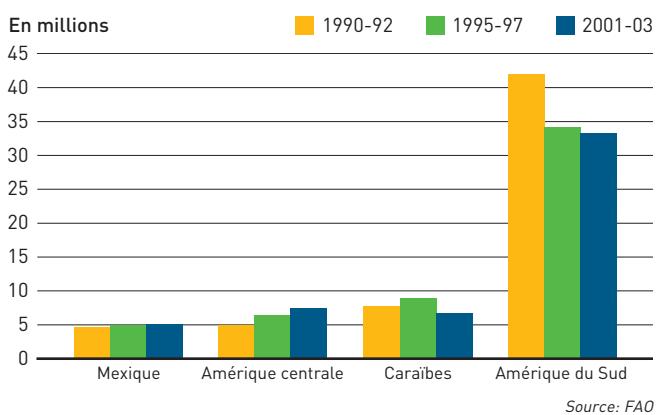
Néanmoins, la sous-alimentation et la pauvreté restent importantes. Le défi pour l'avenir consiste à maintenir le rythme des améliorations en matière de lutte contre la pauvreté et la faim et d'étendre les gains obtenus aux régions les plus pauvres du pays.

que le Chili et l'Uruguay en sont très proches. L'Équateur et la Jamaïque ont réduit le nombre de personnes sous-alimentées d'environ 25 pour cent. Le Brésil et le Suriname ont fait des progrès similaires. La plupart des pays d'Amérique du Sud ont progressé, mais une augmentation sensible de la faim a été enregistrée au Venezuela. Des

échecs ont également été observés pour la plupart des pays d'Amérique centrale, notamment le Guatemala et Panama. Haïti a obtenu une réduction du nombre des personnes sous-alimentées, mais le taux de sous-alimentation, qui s'élève à 47 pour cent de la population, demeure de loin le plus élevé de la région.

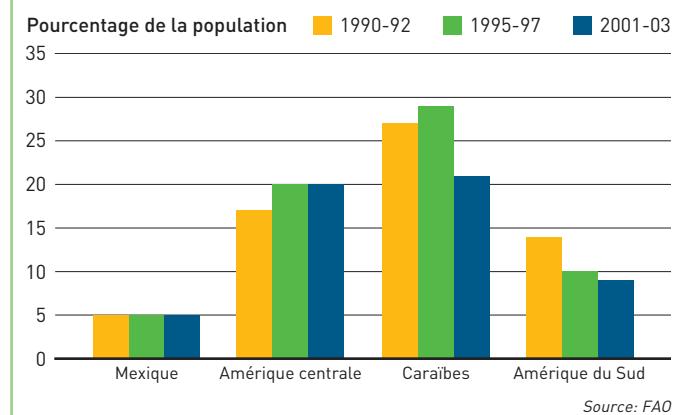
17

Nombre de personnes sous-alimentées: Amérique latine et Caraïbes



18

Proportion de personnes sous-alimentées: Amérique latine et Caraïbes

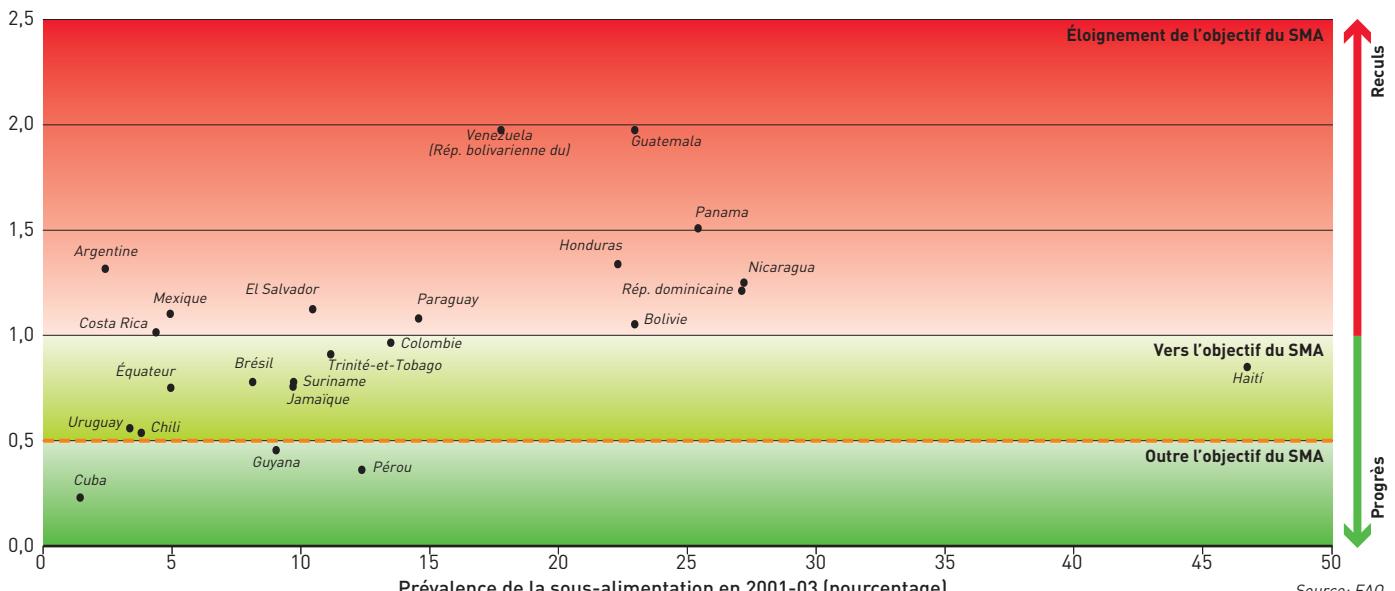


La sous-alimentation dans les régions

19

Nombre de personnes sous-alimentées: progrès et reculs des pays d'Amérique latine et des Caraïbes

Ratio: chiffre actuel par rapport à la période de référence (2001-03/1990-92)



Source: FAO

Progrès réalisés au Brésil

Entre 1990-92 et 2001-2003, le nombre de personnes souffrant de la faim au Brésil est tombé de 18,5 à 14,4 millions de personnes et le taux a été ramené de 12 à 8 pour cent de la population. Avec un apport énergétique moyen de 3 060 kcal par jour (en 2001-03), le Brésil a des disponibilités alimentaires suffisantes pour nourrir sa population, mais l'accès à la nourriture est compromis par une répartition très inégale des revenus et des terres.

Au début des années 90, le Brésil a connu la récession et une crise de la dette. De grandes réorientations ont été mises en œuvre en vue de stabiliser la situation macroéconomique; elles ont été accompagnées d'une augmentation des dépenses publiques consacrées aux programmes sociaux. Les indicateurs sociaux se sont alors améliorés, mais le pays reste encore confronté à une pauvreté générale et l'insécurité alimentaire des groupes ayant les revenus les plus bas.

En 2003, le gouvernement a lancé le Programme faim zéro (Programa Fome Zero) afin d'améliorer rapidement la sécurité alimentaire de 44 millions de personnes. Ses principaux volets ont pour but d'améliorer les revenus, d'accroître les disponibilités d'aliments de base, de renforcer l'accès aux aliments et de lutter d'urgence contre la faim et la malnutrition par des interventions ciblées. Un programme social important, *Bolsa Família*, lancé en octobre 2003, prévoit à certaines conditions des transferts de revenus en faveur des familles pauvres. Les conditions imposées sont notamment la fréquentation scolaire et des visites médicales. Le gouvernement prévoit, pendant 2006, d'atteindre tous les ayants droit – dont le nombre s'établit au total, selon les estimations, à 11,2 millions de personnes.

Lutte contre la faim: facteurs déterminant les progrès et les reculs

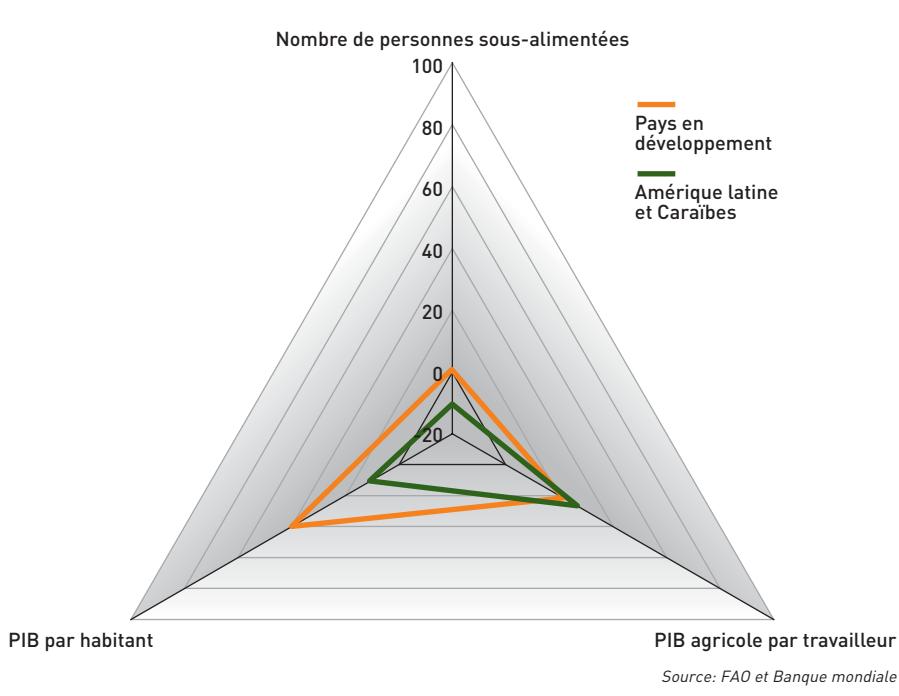
Globalement, les disponibilités énergétiques alimentaires par habitant sont plus importantes dans la région que dans la région Asie et Pacifique et en Afrique subsaharienne, et le PIB par habitant est le plus élevé des régions des pays en développement. L'un des facteurs principaux de l'insécurité alimentaire dans la région est la forte inégalité des revenus, qui tient elle-même à l'inégalité de l'accès aux moyens de production¹⁸. L'inégalité est à l'origine d'une répartition non uniforme des fruits de la croissance économique et elle freine la réduction de la pauvreté.

La région est plus urbanisée que d'autres régions des pays en développement, mais dans de nombreux États, la part de la population rurale est encore élevée. De surcroît, dans la plupart des pays, l'incidence de la pauvreté extrême



20

Sous-alimentation, PIB par habitant et PIB agricole par travailleur (variation en pourcentage entre 1990-92 et 2001-03)



me et de l'insécurité alimentaire est plus forte en milieu rural que dans les zones urbaines. Le développement rural et agricole a un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre la faim et la pauvreté extrême, en particulier en ce qui concerne les petits producteurs et les communautés autochtones. Il est particulièrement important d'assurer l'accès des pauvres aux moyens de production – terre, capital, technologie et éducation.

L'économie vivrière est caractérisée par de profonds changements structurels – la diffusion de nouvelles formes de vente au détail des aliments, en particulier dans les supermarchés et les hypermarchés, et la concentration de l'industrie alimentaire. L'un des défis à relever consiste à faire en sorte que les petits agriculteurs et les agriculteurs les plus pauvres ne soient pas marginalisés

Dans de nombreux pays, les recettes d'exportation sont essentielles pour permettre l'importation d'aliments de base.

Pour les pays à forte concentration de produits d'exportation, les recettes d'exportation et les moyens d'existence des personnes qui sont tributaires de l'agriculture et des activités connexes sont à la merci des fluctuations des cours mondiaux. Par exemple, la chute des cours du café de ces dernières années a eu des répercussions graves sur la sécurité alimentaire dans les pays d'Amérique centrale.

Dans plusieurs pays de la région, la vulnérabilité aux phénomènes naturels fragilise les couches les plus pauvres de la population. On peut citer à cet égard, pour la décennie écoulée, le phénomène El Niño, qui a provoqué sécheresses et inondations dans les pays des Caraïbes, d'Amérique centrale et des Andes en 1997 et 1998, et les ouragans Georges et Mitch, qui ont provoqué des pertes de vies humaines, détruit des récoltes et des infrastructures dans de nombreux pays des Caraïbes et d'Amérique centrale en 1998.

Aggravation de l'insécurité alimentaire au Guatemala

Entre 1990-92 et 2001-03, le nombre de personnes sous-alimentées au Guatemala a doublé, atteignant 2,8 millions de personnes, et le taux est passé de 16 à 23 pour cent de la population, dont 31 pour cent vivent dans un état de pauvreté extrême, avec 80 pour cent dans les zones rurales¹. La plupart des ruraux pauvres sont autochtones et sont tributaires de l'agriculture de subsistance ou des travaux agricoles. Depuis longtemps, l'une des contraintes est l'inégalité de l'accès aux moyens de production. On estime que 2 pour cent de la population possèdent 72 pour cent des terres agricoles, tandis que les petites exploitations de moins de 7 ha (87 pour cent) ne contrôlent que 15 pour cent des terres². La productivité des petits agriculteurs est freinée par l'insuffisance des infrastructures et les faibles niveaux d'éducation et de dépenses sociales dans les zones rurales. Les dépenses sociales sont parmi les plus basses de la région, bien qu'elles aient augmenté depuis 1990³. L'insécurité alimentaire a aussi été aggravée par les catastrophes naturelles. Parmi les récents événements, il faut citer les effets d'El Niño, suivi de l'ouragan Mitch en 1998, d'une sécheresse en 2001 et de l'ouragan Stan en octobre 2005. Ce dernier a provoqué des pertes d'une valeur de 3,4 pour cent du PNB⁴.

En 2000, la production de café représentait 18 pour cent du PIB agricole, 4 pour cent du PIB total et 19 pour cent des recettes des exportations, et 30 pour cent des emplois ruraux. La baisse des cours mondiaux du café à partir de la fin des années 90, a gravement érodé la rentabilité, à la fois pour les petits producteurs et pour les moyennes et grandes plantations, qui représentent 80 pour cent de la production totale. Les pertes totales du secteur en 2001 s'établissent à 125 millions de dollars EU. Le fléchissement de la demande de main-d'œuvre agricole a entraîné des pertes équivalent à 78 000 emplois à plein temps et une baisse des salaires journaliers ruraux⁵.

Notes: Voir page 40.

La sous-alimentation dans les régions

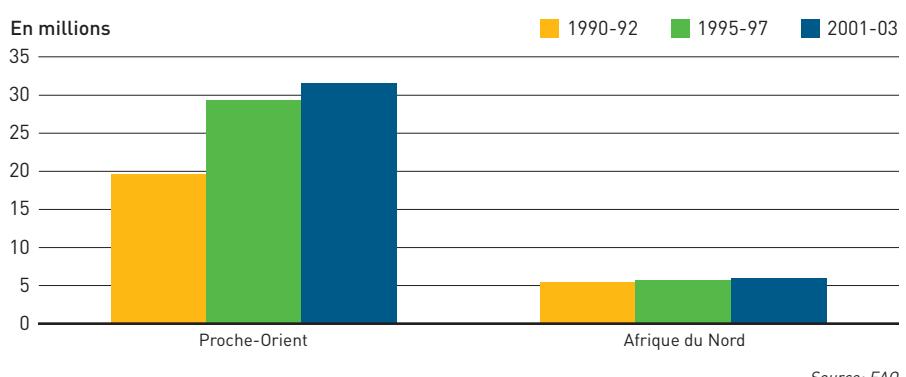
Proche-Orient et Afrique du Nord

Àvec 9 pour cent de la population souffrant de sous-alimentation, la région Proche-Orient et Afrique du Nord est celle où le taux de sous-alimentation est le plus faible des régions en développement. Cette différence s'explique en grande partie par des revenus relativement supérieurs et/ou une tradition de soutien en matière d'alimentation et de politiques de subvention dans certains pays. La région abrite environ 5 pour cent des personnes sous-alimentées et environ 8 pour cent de la population des pays en développement.

Même si elle est relativement faible, l'insécurité alimentaire est chronique. En réalité, elle augmente en valeur absolue et la prévalence de la faim s'accroît. Entre 1990-92 et 2001-03, son taux est passé de 8 à 9 pour cent, ce qui associé à des taux de croissance démographique élevés, a entraîné une augmentation du nombre de personnes sous-alimentées, qui est passé de 25 millions à 38 mil-

21

Nombre de personnes sous-alimentées: Proche-Orient et Afrique du Nord



Source: FAO

lions. Si l'on exclut l'Afghanistan et l'Iraq (pour lesquels les données sont rares), le nombre de personnes sous-alimentées et la prévalence de la sous-alimentation ont quand même augmenté, passant respectivement de 15 à 20 millions et de 5 à 6 pour cent.

Dans les pays de la région (abstraction faite de l'Afghanistan et de l'Iraq), seul le Yémen souffre d'une insécurité alimentaire très élevée; plus d'un tiers de la population y souffre de sous-alimentation chronique. Dans les autres pays, à l'exception de la Jordanie et du

Aggravation de l'insécurité alimentaire au Yémen

Au Yémen, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté, passant de 4,2 millions en 1990-92 à 7,1 millions en 2001-03, et le pourcentage de personnes sous-alimentées est passé de 34 à 37 pour cent de la population. Le pays, qui compte parmi les pays à faible revenu, est largement tributaire des importations alimentaires. L'apport énergétique journalier moyen de 2 020 kcal par personne (2001-03) a légèrement diminué, puisqu'il était de 2 040 kcal en 1990-92. La croissance démographique du Yémen, qui compte parmi les plus élevées du monde, exerce des contraintes considérables sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire du pays et sur la base de ressources naturelles. En règle générale, les indicateurs sociaux se sont améliorés depuis 1990, mais ils n'en demeurent pas moins faibles; le Yémen figure au 151^e rang (sur 177) au classement de l'indicateur de développement humain 2005 du PNUD.

Environ trois quarts de la population et plus de 80 pour cent des pauvres vivent en zone rurale et l'agriculture emploie près de 50 pour cent de la main-d'œuvre. La production agricole n'a pas été en mesure de suivre le rythme soutenu de la croissance démographique et la dépendance par rapport aux importations agricoles s'est nettement aggravée.

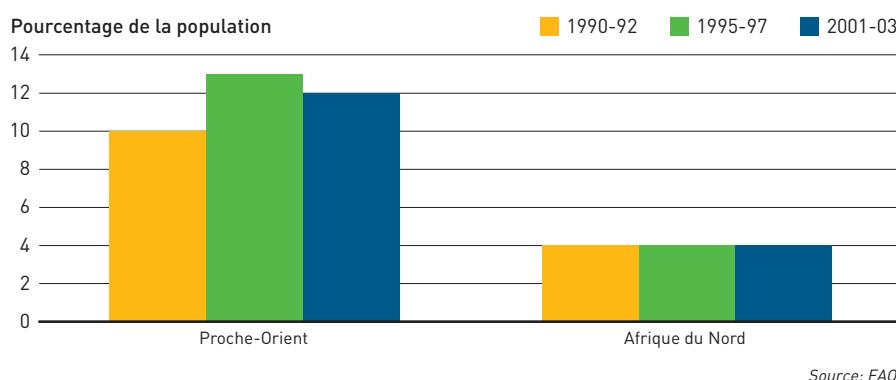
Le développement rural est d'une importance vitale pour l'amélioration de la sécurité alimentaire. Le secteur agricole est grevé par une faible productivité, due au manque des investissements, aux mauvais approvisionnements en eau et à la pénurie de terres arables. L'épuisement rapide des eaux souterraines pourrait être le principal problème du pays et du secteur. Environ 42 pour cent des terres cultivées sont irriguées et plus de 75 pour cent des terres irriguées utilisent des eaux souterraines. La garantie d'une utilisation durable des rares ressources hydriques est d'une importance vitale pour le développement des zones rurales.

Un autre point souvent mentionné pour ce qui est du Yémen est la production et l'utilisation de qat, dont les feuilles aux propriétés excitantes sont mastiquées, qui font concurrence à la production alimentaire en ce qui concerne les ressources, notamment l'eau, et les dépenses alimentaires des ménages. Le gouvernement a lancé une campagne contre la consommation de qat et les agriculteurs sont encouragés à délaisser le qat au profit de cultures à haute valeur ajoutée destinées à l'exportation, dans le but d'augmenter l'efficience d'utilisation de l'eau.



22

Proportion de personnes sous-alimentées: Proche-Orient et Afrique du Nord



le nombre de personnes souffrant de la faim a légèrement diminué et la prévalence, qui est inférieure à 5 pour cent dans les deux pays, a été réduite de manière légèrement plus significative. Dans les autres pays (en particulier la Jordanie et le Yémen), les chiffres ont augmenté.

Lutte contre la faim: facteurs déterminant les progrès et les reculs

La région est nettement tributaire des importations alimentaires et les recettes en devises sont un élément décisif de la sécurité alimentaire. Les fluctuations du prix du pétrole (principale source de recettes d'exportation) ont une incidence directe sur l'économie des pays exportateurs et indirecte sur les pays non exportateurs de pétrole, en particulier grâce aux envois de fonds des travailleurs émigrés dans d'autres pays de la région. Ainsi, la chute des prix du pétrole enregistrée dans les années 90 a eu un impact

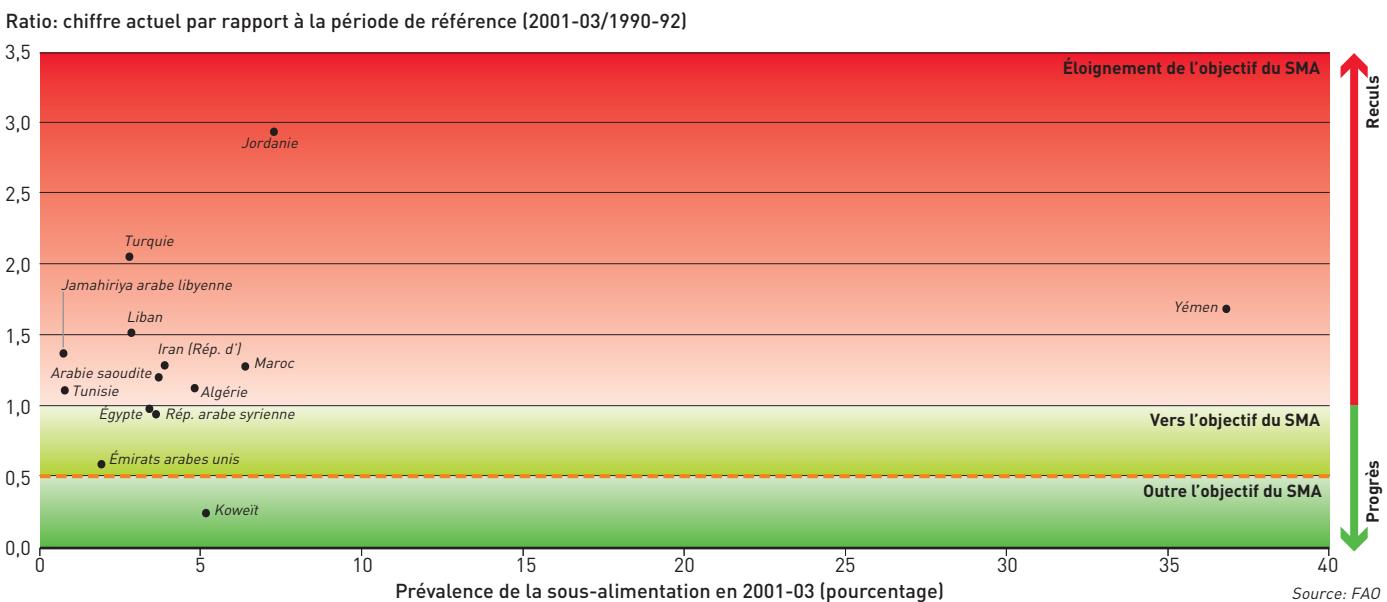
Maroc, la prévalence de la sous-alimentation est inférieure à 5 pour cent.

Les progrès réalisés par chaque pays en vue d'atteindre l'objectif défini lors du SMA sont présentés à la Figure 23. Seul le Koweït a atteint l'objectif du SMA, mais les résultats en matière de lutte contre la faim, qui semblent spectaculaires, doivent être considérés dans le

contexte d'une sous-alimentation exceptionnellement élevée pendant la période de référence du SMA, due à l'occupation de la part de l'Iraq et à la première guerre du Golfe. Les Émirats arabes unis ont nettement diminué le nombre de personnes sous-alimentées et porté la prévalence de la sous-alimentation à un niveau très bas. En Syrie et en Égypte,

23

Nombre de personnes sous-alimentées: progrès et reculs des pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord



La sous-alimentation dans les régions

Hausse de la sous-alimentation en Jordanie

De 1990-92 à 2001-03, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté, passant de 100 000 à 400 000, et la prévalence de la sous-alimentation a augmenté de 4 à 7 pour cent de la population. Faute de ressources, en particulier d'eau, la Jordanie est largement tributaire des importations alimentaires. L'agriculture ne représente que 3 pour cent du PIB et n'emploie que 10 pour cent de la main-d'œuvre.

L'économie jordanienne est très nettement influencée par des facteurs externes, et sa performance est étroitement liée aux fluctuations des prix du pétrole ces deux dernières décennies, ainsi qu'aux conflits qui ont miné la région. Après une longue période de marasme, qui avait débuté au milieu des années 80, la Jordanie retrouve une croissance économique régulière. Malgré une dette

extérieure considérable, le gouvernement a réussi à canaliser les dépenses publiques vers des activités sociales, comme les secteurs de la santé et de l'éducation. Cependant, le chômage est encore élevé et la pauvreté perdure, malgré une légère amélioration. Bien que moins de 2 pour cent de la population se trouvent en dessous du seuil international de pauvreté fixé à un dollar EU par jour par la Banque mondiale, 7 pour cent disposent de moins de 2 dollars EU par jour. Avec une hausse de la main-d'œuvre de 4 pour cent par an, la pénurie d'emplois est aujourd'hui considérée comme le principal obstacle à la sécurité alimentaire. À plus long terme, de graves pénuries d'eau pourraient entraver la croissance et les perspectives de développement du pays.

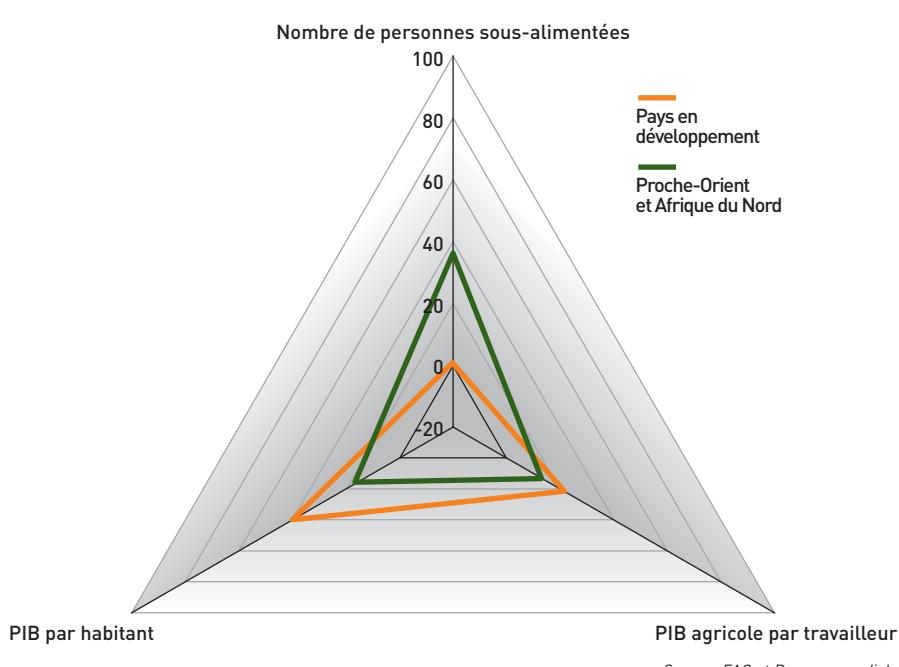
négatif sur la sécurité alimentaire de la région, mais la reprise actuelle, qui a débuté en 2002, est un puissant moteur économique.

La majorité des pauvres de la région (environ 70 pour cent) vivent en zone rurale, alors que la population rurale représente 43 pour cent de la population globale¹⁹. Pour les communautés rurales, l'agriculture reste la principale source d'emploi et de revenu et représente le moteur de l'économie rurale. Les performances du secteur sont assujetties à des conditions météorologiques aléatoires, notamment en ce qui concerne les précipitations. À l'exception de l'Égypte, où la plupart des terres agricoles sont irriguées, la sécheresse entraîne souvent de graves déficits de production et exerce des contraintes considérables sur les revenus agricoles et les dépenses d'importations alimentaires. L'aggravation de la pénurie d'eau dans la région freine l'expansion agricole et compromet les moyens d'existence des populations agricoles et rurales. L'amélioration de l'efficience d'utilisation de l'eau et des pratiques de gestion est décisive pour l'amélioration des rendements agricoles et des économies rurales.

La région est confrontée à un défi de taille: faire face aux besoins alimentaires croissants dus à une croissance démographique élevée. Dans ce contexte, les importations alimentaires sont capitales pour la sécurité alimentaire et permettent d'économiser des ressources hydriques trop rares. Cependant, la région n'a pas encore réussi à développer les industries axées sur l'exportation qui pourraient lui permettre d'être moins tributaire des exportations de pétrole. Plusieurs pays sont également confrontés au défi de garantir des niveaux de croissance économique suffisants pour absorber l'expansion rapide de la main-d'œuvre.

24

Sous-alimentation, PIB par habitant et PIB agricole par travailleur (variation en pourcentage entre 1990-92 et 2001-03)





Afrique subsaharienne

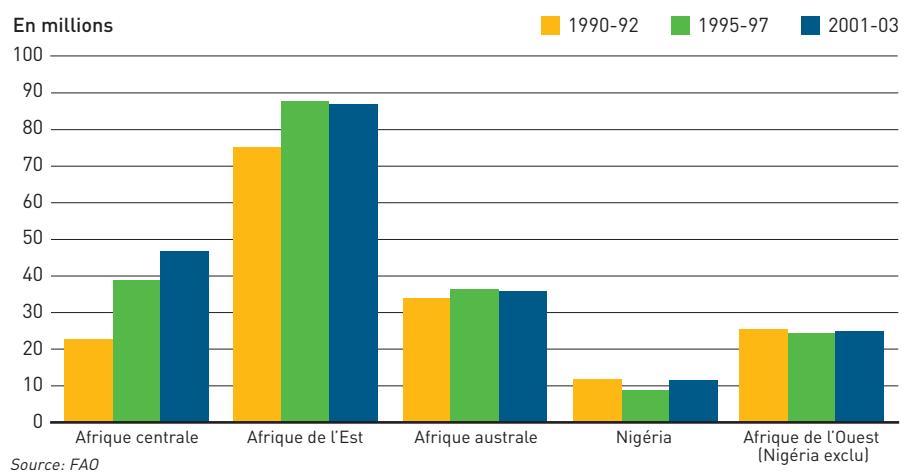
La Afrique subsaharienne représente 13 pour cent de la population et 25 pour cent du nombre de personnes sous-alimentées des pays en développement. Il s'agit de la région en développement où la proportion de personnes souffrant de faim chronique est la plus élevée: un tiers de la population. Dans 14 pays de la région, 35 pour cent de la population, voire plus, souffraient de sous-alimentation chronique en 2001-03.

En Afrique subsaharienne, la faim est un phénomène chronique et très répandu. De 1990-92 à 2001-03, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté, passant de 169 millions à 206 millions et seuls 15 des 39 pays pour lesquels des données sont disponibles ont réussi à faire baisser ces chiffres. Avec un taux de croissance annuel de près de 2,5 pour cent, la population de la région a connu une croissance plus rapide que celle du nombre de personnes souffrant de la faim, ce qui s'est traduit par une diminution de la prévalence de la sous-alimentation, qui est passée de 35 à 32 pour cent: cette prévalence a chuté dans 29 pays, mais a augmenté dans 10 autres.

Les mesures prises pour lutter contre la faim dans la région ont été entravées par des catastrophes naturelles ou anthropiques, notamment les conflits des années 90 et la propagation du VIH/Sida. En effet, l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées depuis la période de référence du SMA est principalement due à cinq pays minés par la guerre: Burundi, Érythrée, Libéria, République démocratique du Congo et Sierra Leone. À eux seuls, ces pays représentent 29 millions de l'augmentation totale de 37 millions du nombre de personnes sous-alimentées de la région. L'aggravation de l'insécurité alimentaire en République démocratique du Congo est particulièrement alarmante, le nombre de personnes sous-alimentées ayant triplé, passant de 12 millions à 36 millions

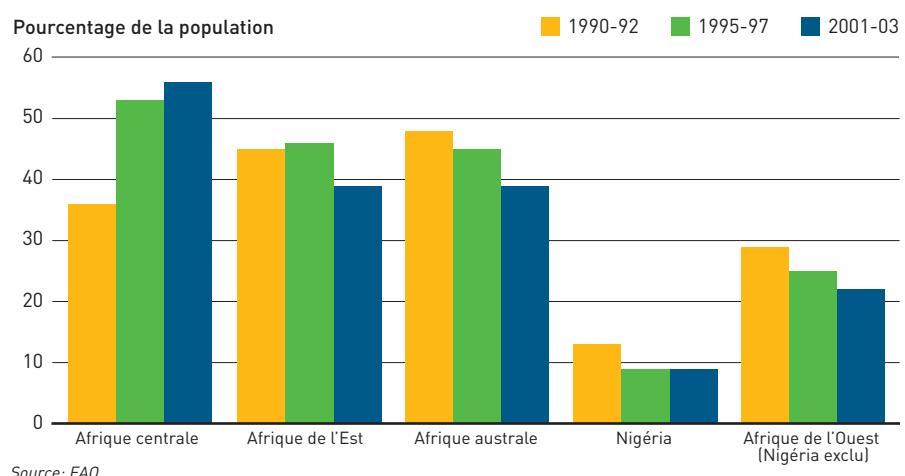
25

Nombre de personnes sous-alimentées: Afrique subsaharienne



26

Proportion de personnes sous-alimentées: Afrique subsaharienne



et la prévalence étant passée de 31 à 72 pour cent de la population. La conclusion évidente est qu'en Afrique subsaharienne, les conflits expliquent en grande partie l'absence de progrès sur la voie de l'objectif du SMA.

La persistance de la faim dans la région est illustrée par la Figure 27, qui présente les progrès réalisés par chaque pays en ce qui concerne l'objectif du SMA.

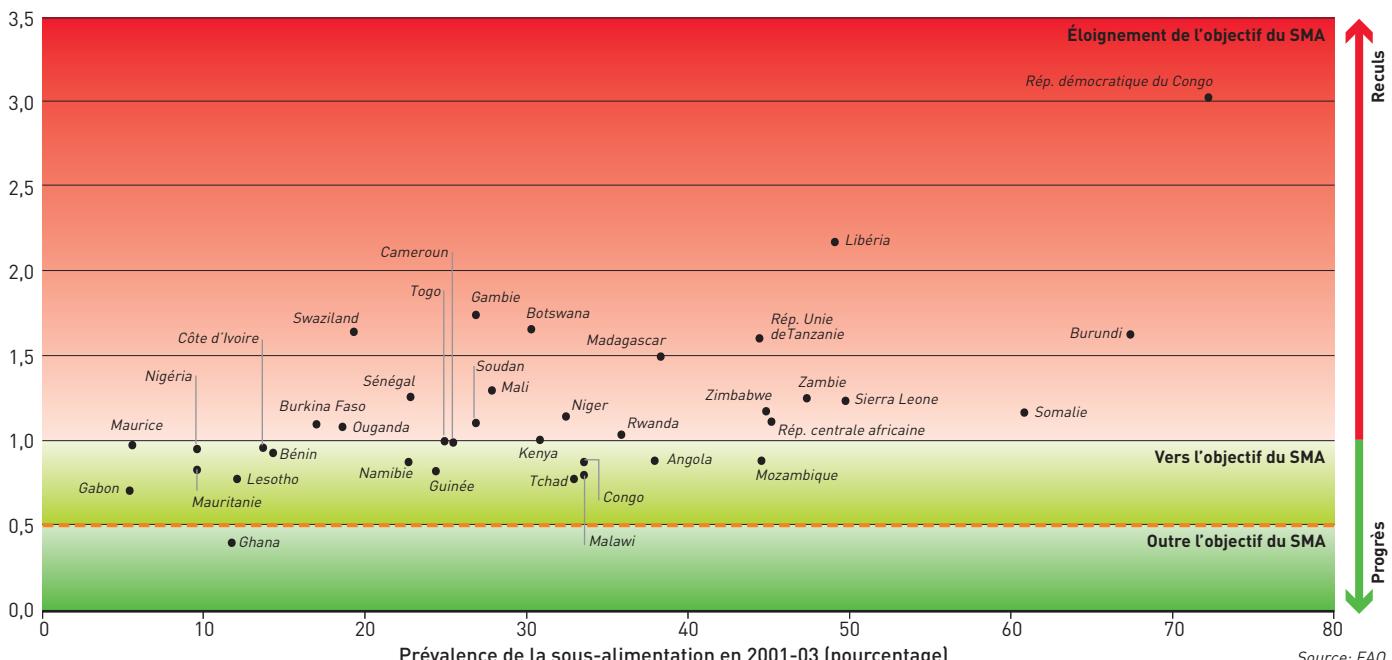
Outre le Ghana, qui a déjà atteint l'objectif, seul le Gabon a diminué de 25 pour cent, voire plus, le nombre de personnes sous-alimentées (le pays se trouve ainsi à mi-chemin concernant l'objectif). Parmi les autres pays ayant réussi à faire baisser le nombre de personnes sous-alimentées figurent l'Angola, le Bénin, le Congo, l'Éthiopie, la Guinée, le Lesotho, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique,

La sous-alimentation dans les régions

27

Nombre de personnes sous-alimentées: progrès et reculs des pays d'Afrique subsaharienne

Ratio: chiffre actuel par rapport à la période de référence (2001-03/1990-92)



la Namibie et le Tchad. Au Nigéria et en Côte d'Ivoire, ces chiffres n'ont que légèrement baissé, mais la prévalence de la sous-alimentation a diminué.

Lutte contre la faim: facteurs déterminant les progrès et les reculs

Parmi les pays se démarquant pour avoir réussi à faire diminuer de manière significative le nombre de personnes sous-alimentées figurent l'Éthiopie, le Ghana et le Mozambique. En Éthiopie, ce nombre a chuté de 6 millions (17 pour cent), passant de 38 à 32 millions, de 1993-95²⁰ à 2001-03, la prévalence de la sous-alimentation ayant chuté de 61 à 46 pour cent. En valeur relative, les résultats du Ghana étaient encore plus remarquables. Le nombre de personnes sous-alimentées a diminué, passant de 5,8 millions à 2,4 millions

(59 pour cent) et la prévalence de la sous-alimentation est passée de 37 à 12 pour cent. Au Mozambique, le nombre de personnes sous-alimentées a diminué de 900 000 personnes (soit 10 pour cent) et la prévalence de la sous-alimentation est passée de 66 à 45 pour cent. Bien que les raisons de ce succès varient selon les pays ayant obtenu les meilleurs résultats, il semblerait que

ces derniers aient associé à de bonnes performances de croissance économique une expansion considérable de la production agricole par habitant ou, en particulier, de la production alimentaire par habitant. Les principaux résultats de ces trois pays sont présentés dans le tableau.

La croissance de la production alimentaire joue un rôle clé dans la lutte

Performance économique et agricole en Éthiopie, au Ghana et au Mozambique

Taux de croissance annuelle par habitant, 1990-2003

	PIB	PIB agricole (pourcentage)	Production alimentaire
Éthiopie*	2,0	-1,0	2,3
Ghana	1,8	1,1	3,3
Mozambique	4,5	2,8	1,6

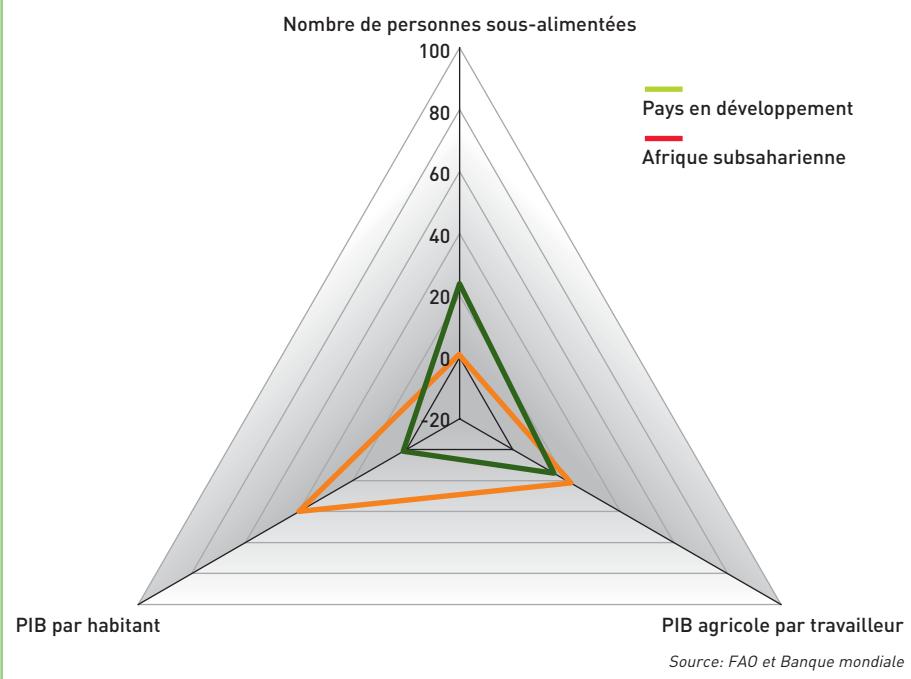
* Pour l'Éthiopie, les taux de croissance correspondent à la période 1993-2003.

Source: FAO et Banque mondiale.



28

Sous-alimentation, PIB par habitant et PIB agricole par travailleur (variation en pourcentage entre 1990-92 et 2001-03)



contre la faim en Afrique subsaharienne. Il a été établi que les hausses de la production alimentaire conditionnées par la productivité ont un impact positif considérable sur l'économie rurale et se traduisent par une augmentation des disponibilités alimentaires et une réduction des prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux. Parallèlement, la hausse des revenus des petits exploitants (qui sont les principaux producteurs de produits de base) stimule les activités économiques rurales en créant une hausse de la demande pour les produits d'autres secteurs liés à l'agriculture (transformation et services agricoles, etc.) ou qui fournissent des biens de consommation aux agriculteurs.

Dans 12 pays de la région, la baisse de la prévalence de la sous-alimentation n'a pas suffi à entraîner une baisse du nombre de personnes sous-alimentées. Ces pays sont répartis de façon relativement égale sur le continent. Dans la plupart, un facteur commun semble se dégager: la production alimentaire par habitant a soit diminué, ou n'a augmenté qu'à un rythme lent. Le Burkina Faso, l'Ouganda et la Zambie appartiennent à ce groupe.

En Ouganda, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de 4,2 à 4,6 millions de 1990-92 à 2001-03, alors que la prévalence de la sous-alimentation a chuté de 24 à 19 pour cent et que le PIB par habitant enregistrait une forte croissance, avec un taux annuel moyen de 3,8 pour cent et un taux de croissance moyen modeste pour le PIB agricole par habitant (1 pour cent). L'apport énergétique alimentaire moyen a également augmenté, passant de 2 270 à 2 380 kcal/personne/jour, malgré une baisse de la production alimentaire par habitant. L'augmentation de l'apport énergétique a été principalement due à des hausses importantes des importations alimentaires commerciales et de l'aide alimentaire. Même si dans l'ensemble les approvisionnements alimentaires ont

augmenté, la hausse des revenus ruraux qui pourrait se produire si d'ultérieurs approvisionnements provenaient de la production nationale ne s'est pas concrétisée.

En Zambie, la prévalence de la sous-alimentation est demeurée quasiment la même (de 48 à 47 pour cent) et le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de 4,0 millions à 5,1 millions. Dans l'ensemble, les résultats économiques et agricoles étaient inégaux. En effet, le PIB par habitant a diminué à un taux annuel de 0,9 pour cent, alors que le PIB agricole par habitant a augmenté au rythme de 1,0 pour cent par an. En revanche, la production alimentaire par habitant a diminué à un taux annuel de 0,9 pour cent.

Au Burkina Faso, la diminution de la prévalence de la sous-alimentation, qui est passée de 21 pour cent à 17 pour cent de 1990-92 à 2001-03, n'a pas suffi à empêcher l'augmentation du nombre

de personnes sous-alimentées, qui est passé de 1,9 million à 2,1 millions. La production alimentaire par habitant a augmenté au même taux moyen qu'au Mozambique (1,6 pour cent par an). Par contre, la croissance par habitant du PIB et du PIB agricole a été plus modeste à des taux annuels moyens de 1,7 et 1,1 pour cent respectivement. Les importations alimentaires par habitant ont également légèrement augmenté. En conséquence, l'apport énergétique moyen a légèrement augmenté, passant de 2 350 à 2 460 kcal/personne/jour pendant cette période. Cela a été suffisant pour assurer une réduction de la prévalence de la sous-alimentation, mais pas celle du nombre de personnes sous-alimentées.

La sous-alimentation dans les régions

Les pays en transition

Les pays à économie en transition forment un groupe extrêmement divers et cela doit être pris en considération lorsque l'on analyse les tendances du problème de la faim dans la région²¹. On estime que cette région regroupe 25 millions de personnes sous-alimentées, dont 21 millions vivent dans la Communauté des États indépendants (CEI).

Dans les pays qui ont adhéré récemment à l'Union européenne (UE)²², ainsi qu'en Roumanie, le niveau de sous-alimentation est généralement bas: 6 pour cent au plus. Les niveaux sont légèrement supérieurs dans les Balkans (Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Serbie-et-Monténégro et l'Ex-République yougoslave de Macédoine). Dans les pays de la CEI, la prévalence de la sous-alimentation est très variable: elle va d'environ 3 pour cent au Bélarus, dans la Fédération de Russie et en Ukraine, à 61 pour cent au Tadjikistan qui, avec l'Arménie et l'Ouzbékistan, est l'un des pays qui connaissent les plus graves problèmes d'insécurité alimentaire.

Les progrès dans la réalisation de l'objectif du SMA pour les pays en transition se mesurent en utilisant la période de 1993-95 comme référence²³. Pour l'ensemble de la région, on constate une

légère augmentation du nombre de personnes sous-alimentées et de la prévalence de la faim. Alors que certains pays ont progressé dans une mesure variable, d'autres ont subi une forte détérioration de leur sécurité alimentaire.

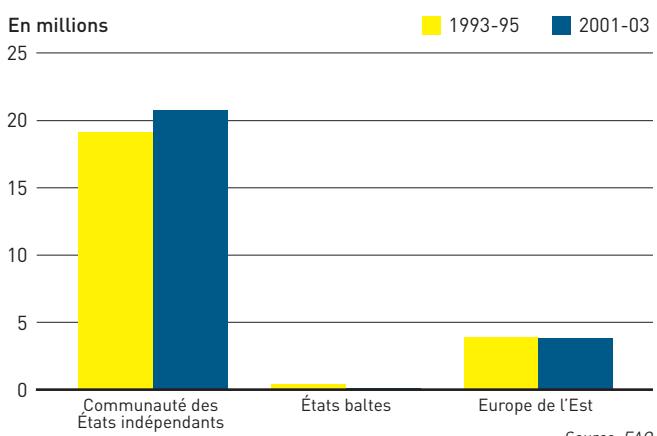
Les progrès réalisés par chaque pays dans la voie de l'objectif du SMA apparaissent à la Figure 31. Parmi les pays qui ont atteint leur objectif, ceux qui ont obtenu les meilleurs résultats sont l'Azerbaïdjan, la Géorgie et le Kirghizistan, qui tous, à partir de taux très élevés de prévalence de la faim, sont parvenus à réduire des deux tiers au moins le nombre de personnes sous-alimentées. L'Arménie qui, en 1993-95, enregistrait le plus fort taux de prévalence de la sous-alimentation (52 pour cent) dans la région, est parvenue à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées, mais, avec 29 pour cent de la population, la prévalence reste encore beaucoup trop élevée. Les autres pays ayant rempli l'objectif du SMA sont les suivants: Croatie, Estonie, Lituanie et l'Ex-République yougoslave de Macédoine. La Lettonie, la Fédération de Russie, la Slovénie et le Turkménistan ont fait beaucoup de progrès sans toutefois parvenir à atteindre l'objectif du SMA.

Progrès en Azerbaïdjan et en Géorgie

L'Azerbaïdjan et la Géorgie, les deux pays qui sont parvenus à réduire le plus efficacement les niveaux de sous-alimentation qui étaient très élevés, sortaient de conflits armés au début des années 90. Leur économie a commencé à reprendre dans la deuxième moitié de la décennie, après le fort recul des années précédentes. La croissance économique a été l'un des facteurs déterminants de la forte réduction du nombre de personnes sous-alimentées dans ces deux pays: de 2,5 millions environ en 1993-95 à 0,7-0,8 million en 2001-03. Tous deux ont beaucoup progressé depuis 1993 dans la mise en œuvre de vastes réformes économiques et de mesures spécifiques au secteur agricole, notamment la privatisation des terres et des titres de propriété.

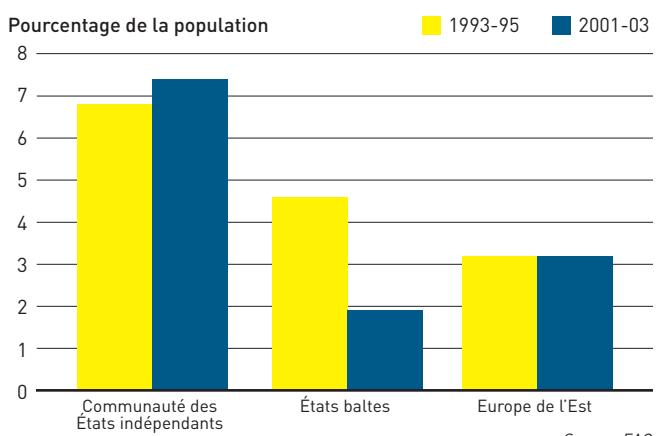
29

Nombre de personnes sous-alimentées: pays en transition



30

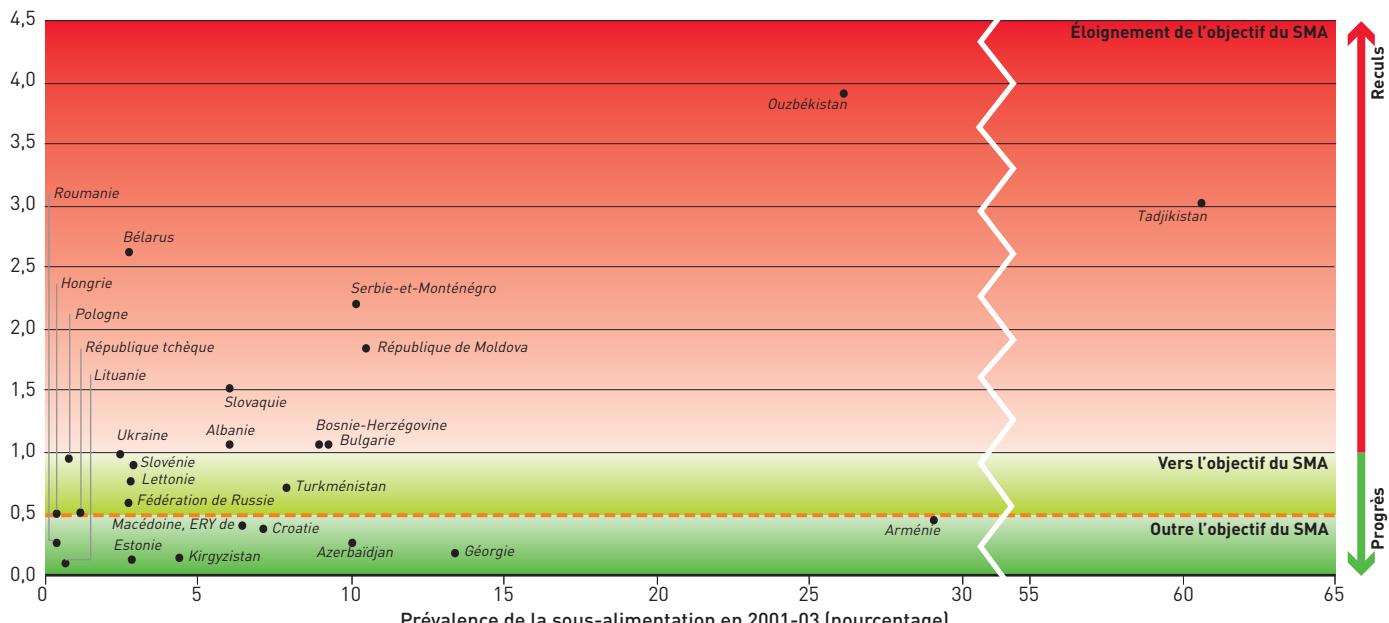
Proportion de personnes sous-alimentées: pays en transition





Nombre de personnes sous-alimentées: progrès et reculs des pays en transition

Ratio: chiffre actuel par rapport à la période de référence (2001-03/1990-92)



Note: Le Kazakhstan n'apparaît pas sur ce graphique (ratio 7,2, prévalence 8 pour cent).

Source: FAO

rité alimentaire et sont victimes de niveaux élevés de sous-alimentation.

Lutte contre la faim: facteurs déterminant les progrès et les reculs

Les facteurs qui déterminent les progrès ou les reculs dans la lutte contre la faim dans la région sont variés. Bien souvent, l'insécurité alimentaire a été une conséquence directe de catastrophes anthropiques: guerres, conflits et instabilité politique et économique qui engendrent des problèmes de réfugiés et de personnes déplacées. L'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la République de Moldova, la Fédération de Russie et de nombreux pays des Balkans sont dans ce cas. Les catastrophes naturelles (sécheresse prolongée dans certaines parties de l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la République de Moldova) ont également joué un rôle.

Plus généralement, l'insécurité alimentaire dans la région résulte de facteurs comme un faible développement économique dû à l'absence de politiques et d'infrastructures de soutien et à l'effondrement des programmes de protection sociale suite à la dissolution des systèmes économiques et politiques antérieurs aux années 90 dans les pays d'Europe de l'Est et de la CEI.

Entre 1990 et 2001, la pauvreté extrême, qui est mesurée à partir du pourcentage de la population vivant avec moins de 1 dollar EU par jour, est passée de 0,4 à 5,3 pour cent dans les pays de la CEI, et de 0,2 à 2,0 pour cent dans les pays en transition d'Europe du Sud-Est²⁴. Toutefois, la moyenne des pays de la CEI masque l'existence de pays où les taux de pauvreté extrême sont exceptionnellement élevés, comme la République de Moldova (22 pour cent), l'Ouzbékistan (14 pour cent), l'Arménie

(13 pour cent), le Turkménistan (10 pour cent) et le Tadjikistan (7 pour cent)²⁵.

Pour redresser la situation de la sécurité alimentaire, les efforts devront être ciblés sur des stratégies de développement en faveur des pauvres, notamment dans les zones rurales, qui regroupent plus de 50 pour cent de la population dans des pays comme la République de Moldova, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan et une très grande part aussi dans d'autres pays où la faim est généralisée. L'agriculture n'est pas le secteur prédominant dans l'ensemble de la région, mais elle reste importante dans les pays les plus pauvres et les résultats du secteur agricole détermineront les progrès futurs de la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Dans les trois pays où les niveaux de sous-alimentation sont le plus élevés – Tadjikistan, Arménie et Ouzbékistan, l'agriculture représente 24, 23 et 31 pour cent du PIB, respectivement²⁶.

Respecter les engagements du Sommet

La voie à suivre: redoubler d'efforts pour éradiquer la faim

Le présent rapport a montré que, tout en étant plus proches de la cible de l'OMD, qui est de réduire la **proportion** de personnes sous-alimentées d'ici 2015, nous sommes encore très loin de celui du SMA, qui est de réduire leur **nombre** de moitié. Aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne ce dernier objectif, et le nombre de personnes souffrant de la faim est resté pratiquement inchangé depuis la période 1990-92.

Malgré des résultats décevants jusqu'ici, les perspectives s'annoncent plus prometteuses. En effet, la santé économique des pays en développement s'améliore, dynamisée par l'attention accrue portée par la communauté internationale au double problème de la pauvreté extrême et de la faim, ce qui laisse augurer des progrès plus rapides dans les prochaines années. La tâche qui s'annonce n'en reste pas moins colossale: d'ici 2015, le monde doit compter chaque année 31 millions de personnes sous-alimentées en moins²⁷ – soit 10 fois la réduction totale obtenue depuis 1990-92 – si nous voulons tenir l'engagement pris

pendant le SMA et réitéré au cours du SMA: *cinq ans après*.

En outre, tous les pays ne sont pas confrontés aux mêmes défis, et beaucoup risquent d'être laissés pour compte dans la lutte contre la faim. Ceux qui doivent faire face aux difficultés les plus graves et faire les efforts les plus importants sont souvent ceux qui ont le moins de moyens à leur disposition. Sans l'intervention déterminée des acteurs locaux et sans l'aide de la communauté mondiale, ces pays risquent d'être encore plus marginalisés, et encore moins à même de lutter contre la faim dans l'avenir.

Enseignements tirés de la réduction de la faim²⁸

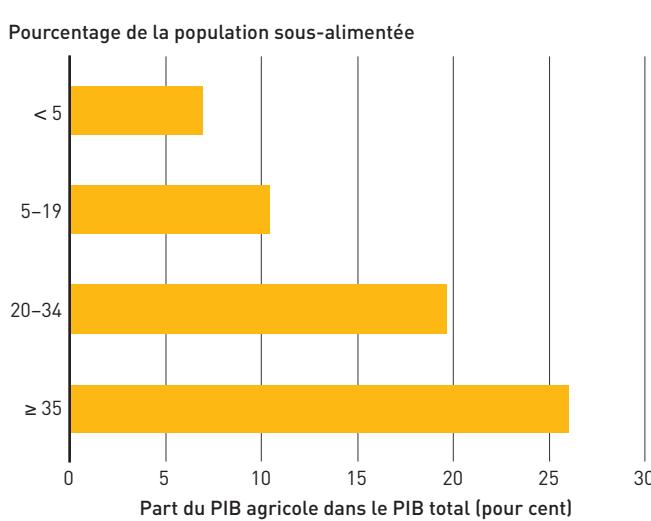
Au moment où nous intensifions nos efforts pour atteindre l'objectif du SMA tout en élargissant les domaines d'intervention, l'expérience acquise peut servir à orienter les politiques adoptées. Seront donc énumérés ci-après quelques enseignements tirés des politiques qui ont réussi ou échoué en matière de réduc-

tion de la faim ainsi que les conclusions qu'il faut en tirer.

- **Réduire la faim permet d'accélérer le développement et de réduire la pauvreté.** La faim est à la fois une conséquence et une cause de la pauvreté. La faim a des conséquences négatives sur la santé, la productivité du travail et les choix d'investissement, perpétuant ainsi la pauvreté. Il faut donc procéder à des interventions ciblées pour garantir l'accès à la nourriture.
- **La croissance agricole joue un rôle primordial dans la réduction de la faim.** Près de 70 pour cent des pauvres des pays en développement vivent dans des zones rurales et dépendent des revenus agricoles pour vivre, directement ou indirectement. Dans les pays les plus pauvres, la croissance agricole est le moteur de l'économie rurale. En particulier dans les pays qui sont le plus en situation d'insécurité alimentaire, l'agriculture est primordiale pour la génération de revenus et d'emplois (Figures 32 et 33). Lutter contre la faim exige un

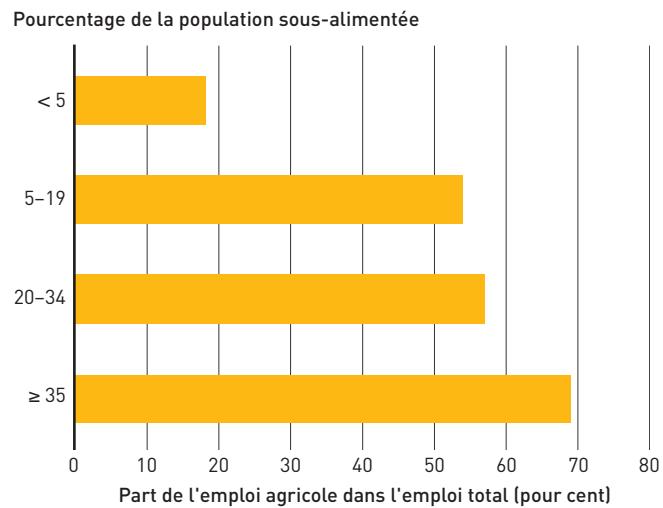
32

PIB agricole et sous-alimentation en 2001-03



33

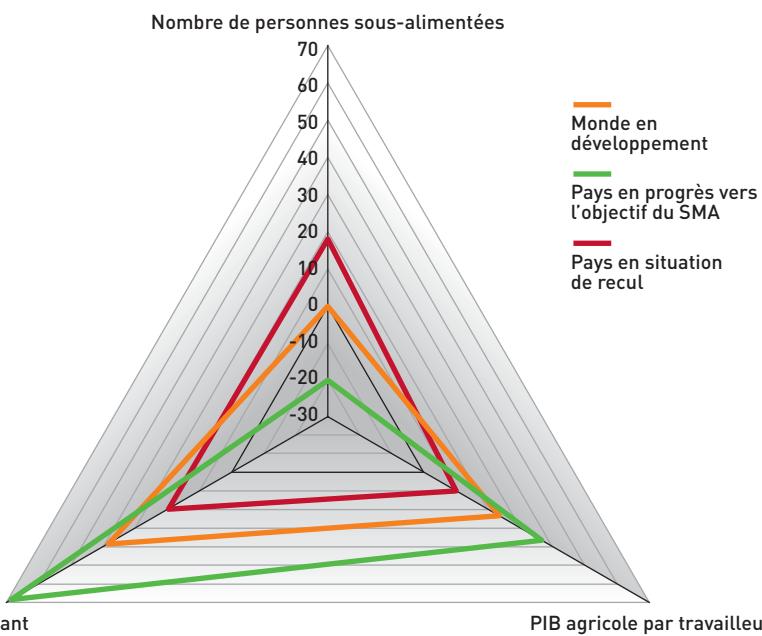
Emploi dans le secteur agricole et sous-alimentation en 2001-03





34

Sous-alimentation, PIB par habitant et PIB agricole par travailleur, (variation en pourcentage entre 1990-92 et 2001-03)



Source: FAO et Banque mondiale

engagement accru en faveur de l'agriculture et du développement rural.

- **La technologie peut apporter une contribution précieuse, mais seulement si les conditions sont propices.** Des technologies améliorées, adaptées aux conditions locales et bénéfiques aux petits exploitants, accélèrent la réduction de la pauvreté, car elles augmentent les revenus agricoles et diminuent les prix des denrées alimentaires.
- **Les échanges peuvent contribuer à réduire la faim et à atténuer la pauvreté.** Certes, mais les gains découlant de la libéralisation des échanges ne sont ni automatiques ni universels. Pour que les pauvres en bénéficient, d'autres facteurs doivent être pris en compte, notamment l'infrastructure commerciale, les réformes institutionnelles et politiques ainsi que les mesures de protection sociale.

- **L'investissement public est fondamental pour la croissance agricole.** L'investissement public dans les infrastructures, la recherche agricole, l'éducation et la vulgarisation est indispensable à la croissance agricole. Les dépenses publiques actuelles dans l'agriculture de nombreux pays pauvres ne reflètent pas l'importance de ce secteur, notamment dans ceux où la prévalence de la sous-alimentation est très élevée.
- **L'aide au développement ne cible pas les pays les plus nécessiteux.** L'aide externe à l'agriculture et au développement rural a reculé par rapport aux niveaux des années 80. En général, elle ne cible pas suffisamment les pays où la sous-alimentation est élevée.
- **La paix et la stabilité sont des conditions sine qua non de la réduction de la faim et de la pauvreté.** Les conflits

prolongés, qui désorganisent les activités productives et détruisent les infrastructures et les moyens d'existence, sont un facteur d'aggravation de l'insécurité alimentaire.

Vers des politiques visant à réduire la faim

Les interventions en faveur d'une réduction effective de la faim doivent également tenir compte des tendances et des défis dans un contexte mondial, régional et national. La mondialisation créera non seulement de nouveaux débouchés en élargissant les marchés des produits de base agricoles, mais elle ouvrira également les marchés intérieurs à la concurrence étrangère. Une urbanisation rapide augmentera la demande urbaine de produits alimentaires, notamment ceux qui seront conformes à des normes de qualité et de sécurité sanitaire plus strictes. Le changement climatique et la dégradation des écosystèmes poseront de nouveaux défis et exigeront des arbitrages entre l'augmentation de la production et la conservation des ressources naturelles. La propagation du VIH/Sida s'ajoutera à l'impact négatif d'épidémies qui perdurent comme la malaria. Les ravageurs et les maladies transfrontières risquent de mettre en péril les moyens d'existence.

Une réduction efficace de la faim passe par la mise en place de politiques cohérentes. La priorité doit être accordée au financement de l'agriculture et du développement rural (l'importance de la croissance économique globale et de la croissance agricole est illustrée par la Figure 34). Cependant, la paix, la stabilité et une «bonne gouvernance» sont cruciales. Tout programme comprenant des politiques interventionnistes dépend de la situation des pays concernés, mais également de certains éléments, tels ceux décrits ci-dessous, qui pourraient conduire à une réduction de la faim d'ici 2015.

Respecter les engagements du Sommet

Cibler les zones touchées par la faim. Les programmes et les investissements doivent cibler les «zones» de famine et de pauvreté, c'est-à-dire les régions du monde et d'un pays où la plus grande partie des populations souffre de la sous-alimentation et de la pauvreté.

Adopter une démarche sur «deux fronts» pour réduire la faim. Des politiques à plus long terme visant à améliorer les capacités de production doivent être associées à d'autres politiques répondant aux besoins immédiats des pauvres confrontés à l'insécurité alimentaire. Les premières doivent surtout mettre l'accent sur l'agriculture et le développement rural au profit des plus pauvres. Elles doivent également s'efforcer de créer des emplois et de faciliter l'accès des pauvres aux ressources productives, qu'il s'agisse de ressources matérielles, humaines ou financières. Les deuxièmes, quant à elles, doivent inclure la protection sociale, les transferts financiers en espèces, les interventions sanitaires et les programmes nutritionnels et alimentaires.

Augmenter la productivité de l'agriculture paysanne. Les expériences réussies d'amélioration de la productivité de l'agriculture paysanne doivent être généralisées. Les politiques et les programmes concernant l'agriculture doivent chercher à renforcer l'impact économique du secteur sur les zones rurales en favorisant la création d'activités non agricoles, d'emplois ruraux et de sources de revenus.

Créer un environnement favorable à l'investissement privé. L'investissement public doit être accompagné par des politiques qui génèrent des flux complémentaires d'investissement privé. La qualité et la transparence de la gouvernance et de l'administration publique, la stabilité politique, des institutions commerciales fiables et une discipline et une

stabilité en matière macroéconomique sont essentielles dans ce contexte.

Associer la réduction de la pauvreté à la fourniture accrue de biens publics au niveau mondial. La création de marchés de biens et de services liés à l'environnement ainsi que le mécanisme des prix qui en découle permettront de valoriser plus précisément les biens publics au niveau mondial et de procéder à des arbitrages entre les activités agricoles et les biens et services liés à l'environnement. Le mécanisme de prix qui en résulte peut être utilisé pour «acheter» aux agriculteurs des services liés à l'environnement. Il s'agira notamment de créer un cadre incitant les exploitants à adopter des pratiques qui, par exemple, préser-vent la diversité biologique agricole ou la vie sauvage, ou réduisent les rejets de carbone dans l'atmosphère. Ces méca-nismes de marché (qui fonctionnent déjà dans certains pays) peuvent contribuer en même temps à la réduction de la pauvreté et à la gestion durable des res-sources naturelles et de l'environne-ment.

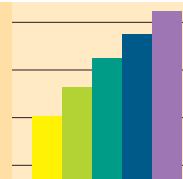
Un commerce international utile aux plus pauvres. Dans le contexte de la libé-ralisation continue des marchés mon-diaux, les pays en développement doi-vent bénéficier d'un «espace politique» pour développer leurs zones rurales et leur agriculture. Pour qu'ils puissent tirer parti des réformes du commerce, il faut aider les pays en développement à renforcer leur compétitivité intérieu-re en s'appuyant sur les réformes ins-titutionnelles et politiques (aide au com-merce). De bons dispositifs de protection sociale sont importants car ils protègent les groupes vulnérables des effets immé-diats des réformes commerciales.

Coordonner les ressources intérieures et internationales pour mieux dévelo-pper les zones rurales et l'agriculture. Accroître les investissements dans l'agri-

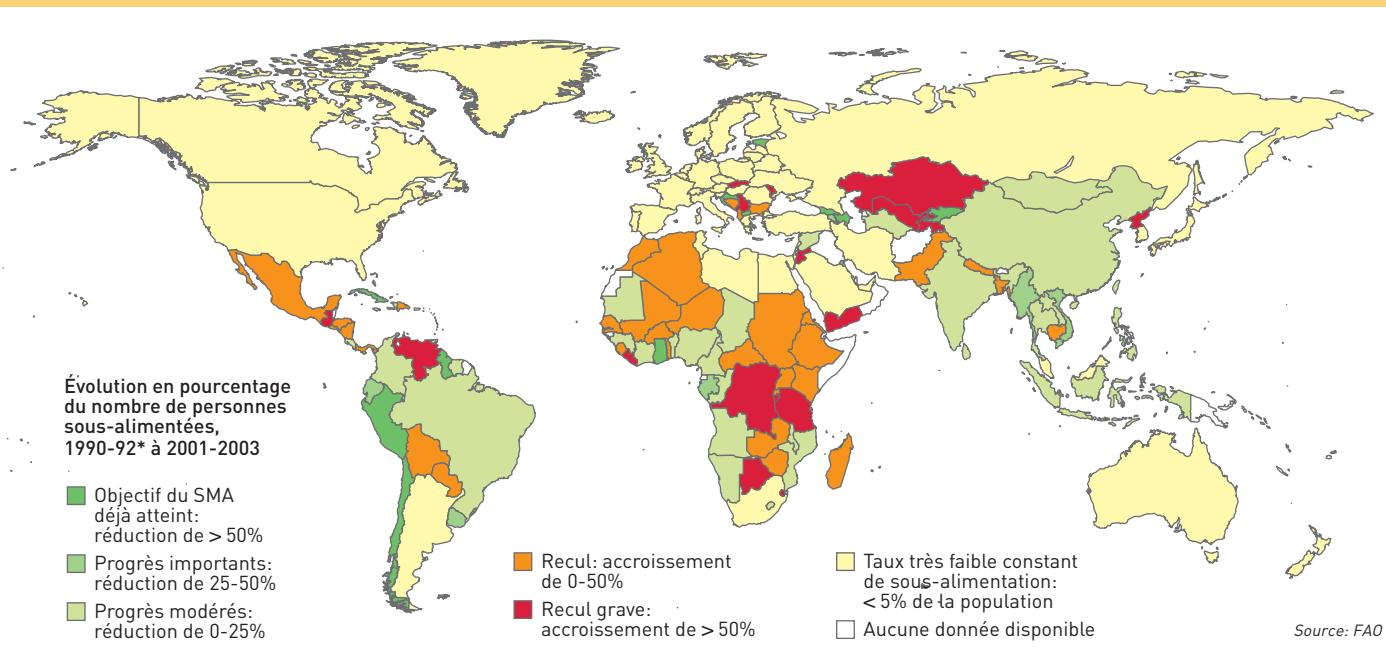
culture et le développement rural est essentiel pour améliorer la sécurité ali-mentaire. Les gouvernements des pays à faible revenu peuvent apporter leur contribution en orientant une plus grande part de la dépense budgétaire vers ces deux secteurs. Les pays donateurs doivent respecter leur engagement de verser 0,7 pour cent de leur produit natio-nal brut à l'aide au développement. L'ai-de au développement et les ressources publiques nationales doivent être par-faitement coordonnées et ciblées, et des efforts déployés pour en améliorer l'efficacité²⁹.

Dans un monde qui a les moyens de nourrir sa population, la persistance de la faim est un scandale. Nous avons tiré les enseignements de l'expérience acquise. Nous savons ce qui doit être fait pour accélérer le progrès vers un monde libé-ré de la faim. Plus de 850 millions de personnes attendent impatiemment notre action. Nous devons sans attendre redou-blir d'efforts pour atteindre l'objectif du SMA de réduction de la faim dans le monde. Si la volonté politique est là, nous y parviendrons.

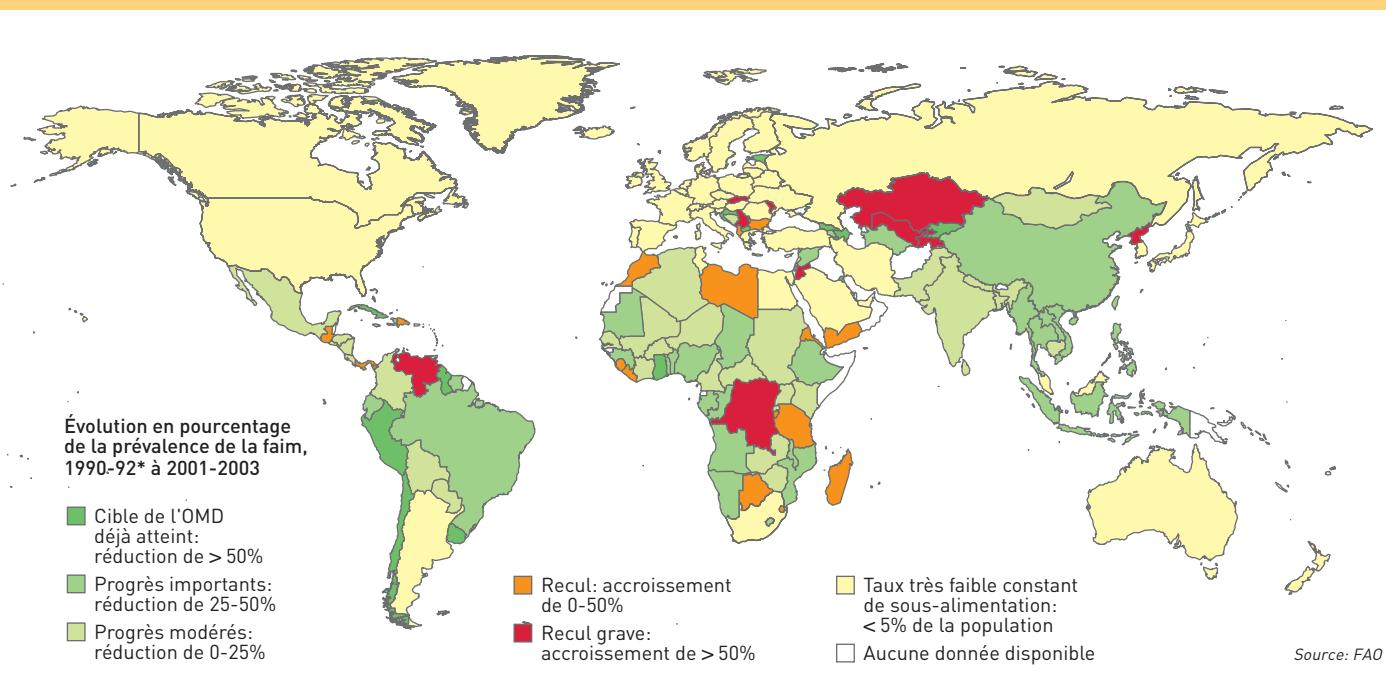
Cartes



Progrès réalisés vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation depuis 1990-92



Progrès réalisés vers la cible de l'OMD depuis 1990-92



* Pour les pays en transition vers une économie de marché, l'Éthiopie et l'Érythrée, la période de référence pour le calcul des progrès réalisés est 1993-95.

Tableaux

Tableaux 1. Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation/Objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays en développement et les pays en transition

MONDE EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays (catégorie de sous-alimentation)	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées	Ratio actuel et données de référence du nombre de personnes sous-alimentées* Ratio par rapport à l'objectif du SMA = 0,5	Proportion de personnes sous-alimentées sur la population totale	Ratio actuel et données de référence de personnes sous-alimentées* Ratio par rapport à la cible de l'OMD = 0,5	
	1990-92 (millions)	2001-03 (millions)				1990-92 (%)	2001-03 (%)
MONDE EN DÉVELOPPEMENT	4 058,7	4 868,9	823,1	820,2	1,0	20	17
ASIE ET PACIFIQUE*	2 815,2	3 297,4	569,7	524,0	0,9	20	16
Asie de l'Est	1 241,5	1 374,7	198,7	159,5	0,8	16	12
Rép. populaire dém. de Corée [5]	20,3	22,5	3,6	7,9	2,2	18	35
Chine [3]	1 175,7	1 302,2	193,6	150,0	0,8	16	12
Mongolie [4]	2,3	2,6	0,8	0,7	0,9	34	28
République de Corée [1]	43,3	47,4	0,8	0,8	1,0	-	-
Asie du Sud-Est	444,2	530,3	80,0	65,3	0,8	18	12
Cambodge [4]	10,1	13,8	4,4	4,6	1,1	43	33
Indonésie [2]	185,2	217,1	16,4	13,8	0,8	9	6
Rép. dém. populaire lao [4]	4,2	5,5	1,2	1,2	0,9	29	21
Malaisie [1]	18,3	24,0	0,5	0,6	1,3	3	3
Myanmar [2]	41,2	48,8	4,0	2,7	0,7	10	5
Philippines [3]	62,5	78,6	16,2	15,2	0,9	26	19
Thaïlande [4]	55,1	62,2	16,8	13,4	0,8	30	21
Viet Nam [3]	67,5	80,3	20,6	13,8	0,7	31	17
Asie du Sud	1 125,3	1 386,7	290,4	298,5	1,0	26	22
Bangladesh [4]	112,1	143,8	39,2	43,1	1,1	35	30
Inde [4]	863,3	1 049,5	214,8	212,0	1,0	25	20
Népal [3]	19,1	24,6	3,9	4,1	1,1	20	17
Pakistan [4]	113,7	149,9	27,8	35,2	1,3	24	23
Sri Lanka [4]	17,0	18,9	4,8	4,1	0,9	28	22
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	443,4	528,9	59,4	52,4	0,9	13	10
Amérique du Nord	84,8	102,0	4,6	5,1	1,1	5	5
Mexique [2]	84,8	102,0	4,6	5,1	1,1	5	5
Amérique centrale	28,8	37,7	5,0	7,4	1,5	17	20
Costa Rica [1]	3,2	4,1	0,2	0,2	1,0	6	4
El Salvador [3]	5,2	6,4	0,6	0,7	1,1	12	11
Guatemala [4]	9,0	12,0	1,4	2,8	2,0	16	23
Honduras [4]	5,0	6,8	1,1	1,5	1,3	23	22
Nicaragua [4]	3,9	5,3	1,2	1,5	1,2	30	27
Panama [4]	2,5	3,1	0,5	0,8	1,5	21	25
Caraïbes	28,5	32,0	7,7	6,7	0,9	27	21
Cuba [1]	10,7	11,3	0,7	0,2	0,2	7	-
République dominicaine [4]	7,2	8,6	1,9	2,3	1,2	27	27
Haïti [5]	7,0	8,2	4,6	3,8	0,8	65	47
Jamaïque [3]	2,4	2,6	0,3	0,3	0,8	14	10
Trinité-et-Tobago [3]	1,2	1,3	0,2	0,1	0,9	13	11
Amérique du Sud	301,3	357,1	42,0	33,3	0,8	14	9
Argentine [1]	33,0	38,0	0,7	0,9	1,3	-	-
Bolivie [4]	6,8	8,6	1,9	2,0	1,0	28	23
Brésil [2]	151,2	176,3	18,5	14,4	0,8	12	8
Chili [1]	13,3	15,6	1,1	0,6	0,5	8	4
Colombie [3]	35,7	43,5	6,1	5,9	1,0	17	14
Équateur [2]	10,5	12,8	0,9	0,6	0,7	8	5
Guyana [2]	0,7	0,8	0,2	0,1	0,5	21	9
Paraguay [3]	4,3	5,7	0,8	0,8	1,1	18	15
Pérou [3]	22,2	26,8	9,3	3,3	0,4	42	12
Suriname [3]	0,4	0,4	0,1	0,0	0,8	13	10
Uruguay [1]	3,1	3,4	0,2	0,1	0,6	7	3
Rép. bolivarienne du Venezuela [3]	20,0	25,2	2,3	4,5	2,0	11	18

[suite]

Tableaux 1. (Suite) Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation/Objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays en développement et les pays en transition

MONDE EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays (catégorie de sous-alimentation)	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées	Ratio actuel et données de référence du nombre de personnes sous-alimentées*	Ratio par rapport à l'objectif du SMA = 0,5	Proportion de personnes sous-alimentées sur la population totale	1990-92 (%)	2001-03 (%)	Ratio actuel et données de référence de personnes sous-alimentées*
	1990-92 (millions)	2001-03 (millions)							
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD**	322,8	407,4	25,0	37,6	1,5	8	9		1,2
Proche-Orient	202,5	260,4	19,6	31,6	1,6	10	12		1,3
Iran, Rép. islamique d' [1]	58,0	68,1	2,1	2,7	1,3	4	4		1,1
Jordanie [2]	3,4	5,3	0,1	0,4	2,9	4	7		1,9
Koweït [2]	2,1	2,4	0,5	0,1	0,3	24	5		0,2
Liban [1]	2,8	3,6	0,1	0,1	1,5	-	3		1,2
Arabie saoudite [1]	17,1	23,5	0,7	0,9	1,2	4	4		0,9
Rép. arabe syrienne [1]	13,1	17,4	0,7	0,6	1,0	5	4		0,7
Turquie [1]	58,7	70,3	1,0	2,0	2,1	-	3		1,7
Émirats arabes unis [1]	2,1	2,9	0,1	0,1	0,6	4	-		0,4
Yémen [5]	12,5	19,3	4,2	7,1	1,7	34	37		1,1
Afrique du Nord	120,4	147,0	5,4	6,0	1,1	4	4		0,9
Algérie [2]	25,6	31,3	1,3	1,5	1,1	5	5		0,9
Égypte [1]	57,0	70,5	2,5	2,4	1,0	4	3		0,8
Jamahiryat arabe libyenne [1]	4,4	5,4	0,0	0,0	1,4	-	-		1,1
Maroc [2]	25,0	30,1	1,5	1,9	1,3	6	6		1,1
Tunisie [1]	8,4	9,7	0,1	0,1	1,1	-	-		1,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE**	477,3	635,3	169,0	206,2	1,2	35	32		0,9
Afrique centrale	63,4	84,1	22,7	46,8	2,1	36	56		1,6
Cameroun [4]	12,0	15,7	4,0	4,0	1,0	33	25		0,8
République centrafricaine [5]	3,0	3,8	1,5	1,7	1,1	50	45		0,9
Tchad [4]	6,0	8,3	3,5	2,7	0,8	58	33		0,6
Congo [4]	2,6	3,6	1,4	1,2	0,9	54	34		0,6
Rép. dém. du Congo [5]	38,8	51,3	12,2	37,0	3,0	31	72		2,3
Gabon [2]	1,0	1,3	0,1	0,1	0,7	10	5		0,5
Afrique de l'Est	167,8	223,0	75,1	86,9	1,2	45	39		0,9
Burundi [5]	5,7	6,6	2,7	4,5	1,6	48	67		1,4
Érythrée*** [5]	3,2	4,0	2,2	2,9	1,3	68	73		1,1
Éthiopie*** [5]	55,6	69,0	38,2	31,5	0,8	61	46		0,8
Kenya [4]	24,4	31,5	9,5	9,7	1,0	39	31		0,8
Rwanda [5]	6,4	8,2	2,8	3,0	1,1	43	36		0,8
Soudan [4]	25,5	32,9	7,9	8,8	1,1	31	27		0,9
Ouganda [3]	17,9	25,0	4,2	4,6	1,1	24	19		0,8
Rép.-Unie de Tanzanie [5]	27,0	36,3	9,9	16,1	1,6	37	44		1,2
Afrique australe	71,0	91,8	34,1	36,0	1,1	48	39		0,8
Angola [5]	9,6	13,2	5,6	5,0	0,9	58	38		0,7
Botswana [4]	1,4	1,8	0,3	0,5	1,7	23	30		1,3
Lesotho [3]	1,6	1,8	0,3	0,2	0,8	17	12		0,7
Madagascar [5]	12,3	16,9	4,3	6,5	1,5	35	38		1,1
Malawi [4]	9,6	11,9	4,8	4,0	0,8	50	34		0,7
Maurice [2]	1,1	1,2	0,1	0,1	1,0	6	6		0,9
Mozambique [5]	13,9	18,5	9,2	8,3	0,9	66	45		0,7
Namibie [4]	1,5	2,0	0,5	0,4	0,9	34	23		0,7
Swaziland [3]	0,9	1,1	0,1	0,2	1,7	14	19		1,3
Zambie [5]	8,4	10,7	4,0	5,1	1,3	48	47		1,0
Zimbabwe [5]	10,7	12,8	4,8	5,7	1,2	45	45		1,0
Afrique de l'Ouest	175,1	236,3	37,2	36,5	1,0	21	15		0,7
Bénin [3]	4,8	6,6	1,0	0,9	0,9	20	14		0,7
Burkina Faso [3]	9,2	12,6	1,9	2,1	1,1	21	17		0,8
Côte d'Ivoire [3]	12,9	16,4	2,3	2,2	1,0	18	14		0,8
Gambie [4]	1,0	1,4	0,2	0,4	1,8	22	27		1,2
Ghana [3]	15,7	20,5	5,8	2,4	0,4	37	12		0,3

(suite)

Tableaux

Tableaux 1. (Fin) Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation/Objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays en développement et les pays en transition

MONDE EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays (catégorie de sous-alimentation)	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées	Ratio actuel et données de référence du nombre de personnes sous-alimentées* Ratio par rapport à l'objectif du SMA = 0,5	Proportion de personnes sous-alimentées sur la population totale	Ratio actuel et données de référence de personnes sous-alimentées* Ratio par rapport à la cible de l'OMD = 0,5		
	1990-92 (millions)	2001-03 (millions)			1990-92 (%)	2001-03 (%)		
Guinée [4]	6,4	8,4	2,5	2,0	0,8	39	24	0,6
Libéria [5]	2,1	3,2	0,7	1,6	2,2	34	49	1,4
Mali [4]	9,3	12,6	2,7	3,5	1,3	29	28	1,0
Mauritanie [3]	2,1	2,8	0,3	0,3	0,8	15	10	0,6
Niger [4]	7,9	11,5	3,2	3,7	1,2	41	32	0,8
Nigéria [2]	88,7	120,9	11,8	11,5	1,0	13	9	0,7
Sénégal [4]	7,5	9,9	1,8	2,2	1,3	23	23	1,0
Sierra Leone [5]	4,1	4,8	1,9	2,4	1,3	46	50	1,1
Togo [4]	3,5	4,8	1,2	1,2	1,0	33	25	0,7

PAYS EN TRANSITION Région/sous-région/pays (catégorie de sous-alimentation)	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées	Ratio actuel et données de référence du nombre de personnes sous-alimentées* Ratio par rapport à l'objectif du SMA = 0,5	Proportion de personnes sous-alimentées sur la population totale	Ratio actuel et données de référence de personnes sous-alimentées* Ratio par rapport à la cible de l'MDG = 0,5		
	1993-95 (millions)	2001-03 (millions)			1993-95 (%)			
PAYS EN TRANSITION	413,6	408,9	23,4	24,7	1,1	6	6	1,1
Communauté des États indépendants	284,5	281,0	19,1	20,8	1,1	7	7	1,1
Arménie [4]	3,4	3,1	1,8	0,9	0,5	52	29	0,6
Azerbaïdjan [3]	7,7	8,3	2,6	0,8	0,3	34	10	0,3
Bélarus [1]	10,3	9,9	0,1	0,3	2,7	-	3	2,8
Géorgie [3]	5,4	5,2	2,4	0,7	0,3	44	13	0,3
Kazakhstan [2]	16,7	15,5	0,2	1,2	7,2	-	8	7,8
Kirghizistan [1]	4,5	5,1	1,0	0,2	0,2	21	4	0,2
République de Moldova [3]	4,4	4,3	0,2	0,5	1,9	5	11	1,9
Fédération de Russie [1]	148,4	144,1	6,4	4,1	0,6	4	3	0,7
Tadjikistan [5]	5,7	6,2	1,2	3,8	3,1	22	61	2,8
Turkménistan [2]	4,1	4,8	0,5	0,4	0,8	12	8	0,7
Ukraine [1]	51,7	48,9	1,2	1,2	1,0	-	3	1,1
Ouzbékistan [4]	22,3	25,7	1,7	6,7	4,0	8	26	3,4
États Baltes	7,6	7,1	0,4	0,1	0,4	5	-	0,4
Estonie [1]	1,5	1,3	0,1	0,0	0,3	9	3	0,3
Lettonie [1]	2,5	2,3	0,1	0,1	0,8	3	3	0,9
Lituanie [1]	3,6	3,5	0,2	0,0	0,2	4	-	0,2
Europe de l'Est	121,4	120,8	3,9	3,8	1,0	3	3	1,0
Albanie [2]	3,2	3,1	0,2	0,2	1,1	5	6	1,1
Bulgarie [2]	8,5	8,0	0,7	0,7	1,1	8	9	1,2
Bosnie-Herzégovine [2]	3,6	4,1	0,3	0,4	1,1	9	9	1,0
Hongrie [1]	10,2	9,9	0,1	0,0	0,6	-	-	0,6
Croatie [2]	4,5	4,4	0,7	0,3	0,4	16	7	0,4
Ex-République yougoslave de Macédoine [2]	2,0	2,0	0,3	0,1	0,5	15	7	0,4
République tchèque [1]	10,3	10,2	0,2	0,1	0,6	-	-	0,6
Pologne [1]	38,5	38,6	0,3	0,3	1,0	-	-	1,0
Roumanie [1]	22,8	22,4	0,3	0,1	0,3	-	-	0,3
Serbie-et-Monténégro [3]	10,5	10,5	0,5	1,1	2,2	5	10	2,2
Slovaquie [2]	5,3	5,4	0,2	0,3	1,6	4	6	1,6
Slovénie [1]	2,0	2,0	0,1	0,1	0,9	3	3	0,9

NOTES: Voir page 38.

Tableau 2. Disponibilité alimentaire, pauvreté, aide alimentaire, ressources agricoles, aide sociale dans les pays en développement et les pays en transition, classés par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION sur la population totale 2001-03	Disponibilité énergétique alimentaire (DEA)		Pauvreté (parité du pouvoir d'achat de la population inférieure à 1\$EU par jour)		Aide alimentaire reçue comme part de la DEA		Capital agricole		Assistance extérieure à l'agriculture		Produit intérieur brut par habitant		Agriculture, valeur ajoutée par travailleur	
	1990-92		2001-03		1991 2003		1990-92 2001-03		1990-92 2001-03		1991 2003		1991 2003	
	Pays	(kcal/personne/jour)		(%)		(%)		(\$EU constants 1995 par travailleur)		(\$EU constants 2000)				
MOINS DE 5 % DE SOUS-ALIMENTÉS														
Asie et Pacifique														
Malaisie	2 830	2 870	2	2	0	0	5	6	118	2	2 718	4 079	3 730	4 854
Rép. de Corée	3 000	3 040	nd	2	0	0	3	8	10	0	7 169	12 245	5 530	9 985
Amérique latine et Caraïbes														
Argentine	3 000	2 980	2	3	0	0	21	21	38	7	6 214	6 932	6 849	9 627
Chili	2 610	2 860	6	2	0	0	16	18	296	14	3 280	5 205	4 096	3 253
Costa Rica	2 720	2 850	5	2	5	0	6	5	168	73	3 116	4 231	3 171	4 440
Cuba	2 720	3 190	nd	nd	0	0	11	11	0	16	nd	nd	nd	nd
Uruguay	2 660	2 850	2	2	1	0	34	34	13	61	5 083	5 332	5 569	7 578
Proche-Orient et Afrique du Nord														
Égypte	3 200	3 350	4	3	7	0	4	4	39	12	1 169	1 579	1 533	2 048
Iran, Rép. islamique d'	2 980	3 090	2	2	0	0	9	8	4	5	1 368	1 802	1 880	2 480
Liban	3 160	3 170	nd	nd	4	6	20	33	145	1 228	4 168	5 327	nd	26 088
Jamahiriya arabe libyenne	3 270	3 330	nd	nd	0	0	54	71	125	7	nd	7 218	nd	nd
Arabie saoudite	2 770	2 820	nd	nd	0	0	19	29	0	0	9 298	8 756	7 761	14 599
Rép. arabe syrienne	2 830	3 060	nd	nd	1	0	14	14	149	20	915	1 120	2 059	2 903
Tunisie	3 150	3 250	2	2	7	0	13	12	89	77	1 531	2 228	2 492	2 639
Turquie	3 490	3 340	2	2	0	0	5	5	6	23	2 471	2 977	1 764	1 766
Émirats arabes unis	2 930	3 220	nd	nd	0	0	11	24	0	0	24 797	21 856	9 885	35 288
Pays en transition														
Bélarus*	3 190	2 960	nd	nd	4	0	8	9	18	0	1 024	1 519	1 827	2 754
République tchèque*	3 080	3 240	2	nd	0	0	9	10	0	57	4 733	5 871	3 238	4 728
Estonie*	2 760	3 160	2	2	9	0	14	18	10	3	2 731	4 925	2 492	3 188
Hongrie*	3 340	3 500	2	2	0	0	9	13	0	4	3 655	5 161	2 833	3 983
Kirghizistan*	2 400	3 050	8	2	10	3	12	12	60	28	243	306	575	956
Lettonie*	2 960	3 020	2	2	8	0	9	11	58	2	2 356	4 095	1 374	2 429
Lituanie*	2 870	3 370	7	2	10	0	9	12	18	1	2 454	4 105	nd	4 424
Pologne*	3 340	3 370	2	2	0	0	5	6	36	0	3 145	4 636	954	1 445
Roumanie*	3 210	3 520	3	2	1	0	16	22	0	82	1 622	1 992	2 564	3 690
Fédération de Russie*	2 930	3 080	6	2	3	0	15	14	17	3	1 686	2 122	1 620	2 390
Slovénie*	2 950	2 970	2	2	0	0	49	132	0	6	7 501	10 392	13 907	30 667
Ukraine*	3 040	3 030	nd	2	1	0	15	15	4	56	758	822	1 210	1 391
DE 5 À 9 % DE SOUS-ALIMENTÉS														
Asie et Pacifique														
Indonésie	2 700	2 880	17	8	0	0	2	2	28	11	656	874	474	574
Myanmar	2 630	2 900	nd	nd	0	0	1	2	0	0	nd	nd	nd	nd
Amérique latine et Caraïbes														
Brésil	2 810	3 060	14	8	0	0	10	14	27	16	3 080	3 444	1 679	3 227
Équateur	2 510	2 710	2	18	2	2	7	7	100	58	1 335	1 384	2 064	1 491
Guyana	2 350	2 730	8	3	24	15	17	18	725	294	644	976	2 144	3 538
Mexique	3 100	3 180	8	10	1	0	9	9	118	50	5 080	5 803	2 271	2 778
Proche-Orient et Afrique du Nord														
Algérie	2 920	3 040	2	2	0	0	6	5	58	53	1 721	1 914	1 887	2 113
Jordanie	2 820	2 680	2	2	31	14	8	5	92	92	1 473	1 846	1 711	1 255
Koweït	2 340	3 060	nd	nd	0	0	8	23	83	49	nd	16 914	nd	14 486
Maroc	3 030	3 070	2	2	4	1	5	6	80	29	1 170	1 339	1 757	1 711
Afrique subsaharienne														
Gabon	2 450	2 670	nd	nd	0	0	2	2	190	32	4 190	3 867	1 574	1 805
Maurice	2 890	2 960	nd	nd	2	0	3	4	148	53	2 644	4 157	3 915	4 659
Nigéria	2 540	2 700	59	70	0	0	2	2	18	12	364	387	595	890

(suite)

Tableaux

Tableau 2. (Suite) Disponibilité alimentaire, pauvreté, aide alimentaire, ressources agricoles, aide sociale dans les pays en développement et les pays en transition, classés par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION sur la population totale 2001-03	Disponibilité énergétique alimentaire (DEA)		Pauvreté (parité du pouvoir d'achat de la population inférieure à 1\$EU par jour)		Aide alimentaire reçue comme part de la DEA		Capital agricole		Assistance extérieure à l'agriculture		Produit intérieur brut par habitant		Agriculture, valeur ajoutée par travailleur	
	1990-92	2001-03	1991	2003	1990-92	2001-03	1990-92	2001-03	1990-92	2001-03	1991	2003	1991	2003
Pays	[kcal/personne/jour]		[%]		[%]		[\$EU constants 1995 par travailleur]				[\$EU constants 2000]			
Pays en transition														
Albanie*	2 870	2 860	2	2	21	3	4	5	68	38	820	1 403	1 013	1 492
Bosnie-Herzégovine	2 690	2 710	nd	nd	1	7	8	13	2	286	313	1 321	2 951	5 671
Bulgarie*	2 900	2 850	2	5	2	0	22	28	41	117	1 515	1 839	2 161	6 847
Croatie*	2 520	2 770	nd	2	1	0	4	8	4	150	3 137	4 754	5 195	9 302
Kazakhstan*	3 280	2 710	nd	2	0	0	34	34	22	55	1 095	1 671	1 348	1 447
Macédoine*	2 520	2 800	nd	2	3	0	9	10	0	431	1 605	1 752	2 147	3 177
Slovaquie*	2 920	2 830	nd	2	0	0	13	12	1	104	2 982	4 263	0	nd
Turkménistan*	2 550	2 750	21	10	4	0	34	33	1	0	613	nd	1 076	nd
DE 10 À 19 % DE SOUS-ALIMENTÉS														
Asie et Pacifique														
Chine	2 710	2 940	33**	17**	0	0	1**	1**	2	2	422**	1 209**	252**	378**
Népal	2 340	2 450	nd	39	0	0	1	1	19	11	183	228	198	208
Philippines	2 260	2 450	20	15	1	1	2	2	63	20	894	1 041	908	987
Viet Nam	2 180	2 580	15	2	0	0	1	1	2	19	235	471	211	297
Amérique latine et Caraïbes														
Colombie	2 440	2 580	3	8	0	0	4	5	38	18	1 875	2 040	3 473	2 791
El Salvador	2 490	2 560	21	31	12	3	2	2	55	99	1 665	2 093	1 590	1 607
Jamaïque	2 500	2 680	8	2	40	1	2	2	468	92	3 120	3 203	2 048	1 965
Paraguay	2 400	2 530	5	16	0	0	5	5	94	18	1 500	1 351	2 168	2 544
Pérou	1 960	2 570	2	18	10	3	4	4	14	45	1 658	2 136	1 162	1 770
Suriname	2 530	2 660	nd	nd	13	0	14	13	113	167	2 118	2 280	2 982	3 007
Trinité-et-Tobago	2 630	2 760	4	nd	0	0	5	6	4	16	5 011	7 609	1 631	2 135
Venezuela (Rép. bolivarienne du)	2 460	2 350	3	14	0	0	14	17	320	20	5 176	3 968	4 552	5 880
Afrique subsaharienne														
Bénin	2 330	2 530	nd	nd	1	1	1	1	25	49	275	329	374	610
Burkina Faso	2 350	2 460	63	45	3	1	0	1	22	21	217	247	151	164
Côte d'Ivoire	2 470	2 630	10	11	1	0	2	2	70	33	633	573	600	763
Ghana	2 080	2 650	18	45	4	1	1	1	40	27	216	269	316	346
Lesotho	2 440	2 620	30	36	7	5	2	2	131	32	396	527	464	491
Mauritanie	2 560	2 780	47	26	11	6	3	2	115	61	336	422	260	287
Swaziland	2 450	2 360	8	nd	4	5	9	8	91	500	1 322	1 346	1 356	1 180
Ouganda	2 270	2 380	88	85	1	2	1	1	15	20	177	262	189	231
Pays en transition														
Azerbaïdjan*	2 140	2 620	12	4	12	1	17	18	2	34	559	866	781	1 087
Géorgie*	2 050	2 520	nd	3	52	6	10	12	4	64	438	823	1 889	1 535
Rép. de Moldova*	2 930	2 730	nd	22	11	3	8	9	18	61	338	371	547	703
Serbie-et-Monténégro	2 910	2 670	nd	nd	13	4	4	5	1	23	768	1 189	nd	1 424
DE 20 À 34 % DE SOUS-ALIMENTÉS														
Asie et Pacifique														
Bangladesh	2 070	2 200	36	36	4	1	1	1	18	7	277	386	246	313
Cambodge	1 860	2 060	nd	34	2	1	1	1	2	30	nd	321	nd	302
Inde	2 370	2 440	42	35	0	0	1	1	4	4	312	511	337	406
Rép. dém. populaire lao	2 110	2 320	8	26	1	1	1	1	34	38	232	364	348	460
Mongolie	2 060	2 250	nd	27	2	6	35	36	9	80	337	423	644	679
Pakistan	2 300	2 340	48	13	2	1	4	4	35	15	473	545	580	696
Sri Lanka	2 230	2 390	4	8	7	2	1	1	60	46	595	921	713	746
Thaïlande	2 200	2 410	18	2	0	0	2	2	6	1	1 555	2 238	504	633
Amérique latine et Caraïbes														
Bolivie	2 110	2 220	6	14	15	4	3	3	108	63	895	1 018	701	771

(suite)



Tableau 2. (Fin) Disponibilité alimentaire, pauvreté, aide alimentaire, ressources agricoles, aide sociale dans les pays en développement et les pays en transition, classés par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION sur la population totale 2001-03	Disponibilité énergétique alimentaire (DEA)		Pauvreté (parité du pouvoir d'achat de la population inférieure à 1\$EU par jour)		Aide alimentaire reçue comme part de la DEA		Capital agricole		Assistance extérieure à l'agriculture		Produit intérieur brut par habitant		Agriculture, valeur ajoutée par travailleur	
	1990-92	2001-03	1991	2003	1990-92	2001-03	1990-92	2001-03	1990-92	2001-03	1991	2003	1991	2003
Pays	(kcal/personne/jour)		[%]		[%]		(\$EU constants 1995 par travailleur)				(\$EU constants 2000)			
Rép. dominicaine	2 260	2 290	4	2	2	2	6	7	19	90	1 547	2 464	2 294	4 142
Guatemala	2 350	2 210	35	16	9	5	2	2	35	41	1 468	1 718	2 151	2 285
Honduras	2 310	2 360	38	21	10	3	3	2	116	48	888	943	984	1 209
Nicaragua	2 220	2 290	48	45	22	5	5	5	279	231	694	793	1 137	1 946
Panama	2 320	2 260	12	7	3	0	7	9	17	176	3 153	3 996	2 337	3 657
Afrique subsaharienne														
Botswana	2 260	2 180	31	nd	2	0	3	2	71	21	2 325	3 491	575	412
Cameroun	2 120	2 270	nd	17	0	0	1	1	37	18	622	646	689	1 215
Tchad	1 780	2 160	nd	nd	3	1	2	2	21	37	197	205	184	nd
Congo	1 860	2 150	nd	nd	2	3	0	0	55	5	1 104	935	298	347
Gambie	2 370	2 280	54	nd	5	3	1	0	47	27	324	320	226	220
Guinée	2 110	2 420	nd	nd	2	2	1	1	41	26	331	378	172	231
Kenya	1 980	2 150	34	23	3	3	1	0	37	8	443	418	337	319
Malawi	1 880	2 140	nd	42	15	3	0	0	20	14	139	146	82	134
Mali	2 220	2 220	16	nd	1	0	1	1	35	28	182	239	191	245
Namibie	2 070	2 260	35	nd	4	4	5	6	80	55	1 686	1 943	863	1 122
Niger	2 020	2 160	42	61	3	1	1	1	28	18	177	160	182	174
Sénégal	2 280	2 310	45	nd	3	1	1	1	50	37	398	445	244	254
Soudan	2 170	2 260	nd	nd	9	2	8	10	14	5	282	417	302	nd
Togo	2 150	2 320	nd	nd	2	0	1	1	20	3	261	243	351	405
Pays en transition														
Arménie*	1 960	2 260	11	13	44	8	13	17	78	187	422	886	1 526	2 780
Ouzbékistan*	2 660	2 270	3	14	0	2	16	15	9	43	511	602	1 231	1 615
DE 35 % OU PLUS DE SOUS-ALIMENTÉS														
Asie et Pacifique														
Rép. populaire dém. de Corée	2 470	2 150	nd	nd	0	22	3	3	0	2	nd	nd	nd	nd
Amérique latine et Caraïbes														
Haïti	1 780	2 090	nd	nd	8	8	1	1	24	28	626	441	794	426
Proche-Orient et Afrique du Nord														
Yémen	2 040	2 020	4	16	3	4	3	3	32	12	443	537	340	524
Afrique subsaharienne														
Angola	1 780	2 070	nd	nd	7	9	1	1	19	6	771	740	200	175
Burundi	1 900	1 640	45	55	0	5	1	0	23	7	146	103	121	101
République centrafricaine	1 860	1 940	67	nd	1	1	1	1	35	3	261	225	292	423
Rép. dém. du Congo	2 170	1 610	nd	nd	1	1	0	0	4	14	179	85	230	nd
Érythrée*	1 550	1 520	nd	nd	33	46	1	1	0	32	192	177	105	57
Éthiopie*	1 550	1 860	31	23	7	7	1	1	0	12	88	102	120	109
Libéria	2 210	1 940	nd	nd	30	7	1	1	1	2	176	128	nd	nd
Madagascar	2 080	2 040	46	61	2	2	3	2	14	26	247	224	184	173
Mozambique	1 730	2 070	nd	38	25	6	0	0	13	14	167	261	115	147
Rwanda	1 950	2 070	nd	52	2	4	0	0	23	24	254	244	190	224
Sierra Leone	1 990	1 930	57	nd	5	7	0	0	10	20	273	151	nd	nd
Rép.-Unie de Tanzanie	2 050	1 960	49	nd	0	1	0	0	24	12	256	300	247	290
Zambie	1 930	1 930	65	64	13	3	1	1	37	23	351	327	184	210
Zimbabwe	1 980	2 010	33	56	9	7	1	1	46	3	655	479	265	241
Pays en transition														
Tadjikistan*	2 310	1 840	4	7	9	14	11	10	1	87	196	204	339	418

NOTES: Voir page 38.

Tableaux

Notes pour le Tableau 1

Objectif du Sommet mondial de l'alimentation: réduire de moitié, entre 1990-92 et 2015, le nombre de personnes sous-alimentées.

Objectif 1 du Millénaire pour le développement, sous-objectif 2: réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim.

Les pays révisent régulièrement leurs statistiques officielles passées et présentes. Les données démographiques des Nations Unies sont également révisées régulièrement. Lorsque c'est le cas, la FAO révise ses estimations de la sous-alimentation en conséquence. Les utilisateurs sont donc invités à considérer les modifications des estimations dans le temps uniquement pour une même publication sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* et à ne pas comparer des données publiées dans des éditions correspondant à des années différentes.

Les chiffres entre crochets qui suivent le nom des pays désignent la catégorie de prévalence (proportion de la population sous-alimentée en 2001-03):

- [1] < 5 % de personnes sous-alimentées
- [2] 5-9 % de personnes sous-alimentées
- [3] 10-19 % de personnes sous-alimentées
- [4] 20-34 % de personnes sous-alimentées
- [5] ≥ 35 % de personnes sous-alimentées

Les pays en développement pour lesquels les données sont insuffisantes ne figurent pas dans le tableau.

* La période actuelle correspond aux estimations 2001-03 et la période de référence, aux estimations 1990-92 pour les pays en développement et 1993-95 pour les pays en transition.

** Les estimations provisoires pour l'Afghanistan, l'Iraq, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie, qui ne sont pas citées séparément, ont toutefois été incluses dans les chiffres globaux régionaux.

*** L'Érythrée et l'Éthiopie n'étaient pas deux entités distinctes en 1990-92, mais les estimations du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées dans l'Ex-République démocratique populaire d'Éthiopie sont incluses dans les chiffres régionaux et sous-régionaux globaux pour cette période. Les données indiquées pour les deux pays correspondent aux estimations 1993-95.

LÉGENDE

- Proportion inférieure à 2,5 pour cent de personnes sous-alimentées.

SOURCES

Population totale: Nations Unies. 2002. *Les perspectives d'avenir de la population mondiale, révision 2002*. New York.

Sous-alimentation: estimations de la FAO.

Notes pour le Tableau 2

* Les données pour les pays en transition correspondent à la période 1993-95 au lieu de 1990-92 et à 1994 au lieu de 1991.

** Ces chiffres concernent uniquement la Chine continentale. Les autres chiffres incluent les données pour la Chine continentale, la Région administrative spéciale de Hong Kong, la Région administrative spéciale de Macao et la province chinoise de Taiwan.

DÉFINITIONS

Disponibilité énergétique alimentaire (DEA): denrées alimentaires disponibles pour la consommation humaine, exprimées en kilocalories (kcal) par habitant et par jour. Au niveau du pays, elle est calculée sur la base des aliments restant disponibles pour la consommation humaine après déduction de tous les types d'utilisation non alimentaire (exportations, aliments pour animaux, utilisation industrielle, semences et déchets).

Pauvreté (population dont la parité du pouvoir d'achat est inférieure à 1 dollar EU par jour). La proportion de la population disposant de moins de 1 dollar EU par jour correspond au pourcentage de la population dont les dépenses de consommation moyennes sont inférieures à 1,08 dollar par jour, mesurées aux prix de 1993 convertis en utilisant les taux de parité du pouvoir d'achat (PPA). Le taux de 1,08 dollar EU par jour a été choisi car il représente la médiane des 10 seuils de pauvreté les plus bas parmi une série de pays à faible revenu. Le facteur de conversion PPA utilisé pour cette série est le nombre d'unités de la devise d'un pays nécessaire pour acquérir la même quantité de biens et de services sur le marché intérieur que ce qu'il serait possible d'acheter avec 1 dollar EU aux États-Unis. Un chiffre de 2,0 désigne un taux de pauvreté de moins de 2,0 pour cent. Les dates des années d'enquête varient. Pour chaque pays, les données ont été incluses pour l'année la plus proche de 1990 (ou 1993 pour les pays en transition) sur la période 1985-94 (ou 1993-96 pour les pays en transition) et pour la dernière année disponible de la période 1995-2003, avec une période de cinq ans au moins entre les enquêtes.

Aide alimentaire reçue comme part de la DEA: part de la DEA dans l'aide alimentaire reçue (céréalière et non céréalière) par rapport à la DEA pour tous les produits de base. Les données de l'aide alimentaire en tonnes sont converties en kilocalories en utilisant les facteurs de conversion par produit. L'aide alimentaire en tonnes sur les expéditions totales représente un transfert de denrées alimentaires des donneurs vers les pays bénéficiaires, à titre de don total ou à des conditions extrêmement favorables. Les achats effectués dans les pays bénéficiaires sont exclus. Les livraisons d'aide alimentaire en céréales sont indiquées sur la base d'une année commerciale globale (juillet/juin), tandis que les livraisons d'aide alimentaire non céréalières sont indiquées sur la base de l'année civile.

Capital agricole: les estimations du capital agricole ont été calculées indirectement par la Division de la statistique de la FAO en utilisant les données matérielles sur le bétail, les tracteurs, les terres irriguées et les terres en cultures permanentes, etc. et les prix moyens pour l'année 1995.

Assistance extérieure à l'agriculture: elle désigne les engagements à des conditions préférentielles et non préférentielles effectués par des donneurs d'aide bilatérale et multilatérale en faveur des pays en développement, des pays en transition et de certains pays développés, en vue du développement de l'agriculture au sens large, qui inclut: les terres et les eaux, la recherche, la formation et la vulgarisation, les intrants, les services agricoles, la production agricole, l'élevage, les pêches, les forêts, l'agriculture (autre, non désigné ailleurs), la protection de l'environnement, le développement rural/l'infrastructure rurale, la production d'intrants, le développement régional et fluvial, les agro-industries.

Production intérieure brut (PIB) par habitant: le PIB par habitant est la production intérieure brut divisée par la population à mi-année. Les données sont exprimées en dollars EU constants 2000.

Agriculture, valeur ajoutée par travailleur: l'agriculture correspond aux divisions 1-5 de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activités économiques (CITI) et inclut: la foresterie, la chasse et la pêche, ainsi que les cultures végétales et la production animale. La valeur ajoutée est la production nette d'un secteur après avoir ajouté toutes les productions et soustrait les intrants intermédiaires. Les données sont exprimées en dollars EU constants 2000.

LÉGENDE

nd Données non disponibles.

0 Zéro ou moins de la moitié de l'unité indiquée.

SOURCES

Disponibilité énergétique alimentaire: estimations de la FAO.

Pauvreté (parité du pouvoir d'achat inférieure à 1 dollar EU par jour). Les données se basent sur celles qui ont été publiées par la Banque mondiale, 2005, *Indicateurs du développement mondial 2005* (<http://devdata.worldbank.org/wdi2005/Section2.htm>).

Aide alimentaire: estimations de la FAO basées sur des informations concernant les livraisons d'aide alimentaire fournies à la FAO par le PAM exclusivement.

Capital agricole et Assistance extérieure à l'agriculture: Division de la statistique de la FAO et OCDE.

PIB par habitant et Agriculture, valeur ajoutée par travailleur: données des comptes nationaux de la Banque mondiale et données des comptes nationaux de l'OCDE.



Notes

- 1 Des informations détaillées, par région, sur les tendances à court terme de la sous-alimentation sont présentées dans Division de la statistique de la FAO. 2006. *Food deprivation trends: mid-term review of progress towards the World Food Summit target*. Document de travail WP007e. (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/faostat/foodsecurity/Files/WP007e.pdf>).
- 2 Les pays industrialisés sont notamment les suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède. Les chiffres de la sous-alimentation dans ces pays sont des estimations par groupe de pays et non par pays.
- 3 Tout au long de la présente publication, les expressions «part de la population sous-alimentée» et «prévalence de la sous-alimentation» sont utilisées indistinctement et désignent la proportion (en pourcentage) de la population souffrant de sous-alimentation.
- 4 Les pages 14 à 27 contiennent davantage d'informations sur les tendances de la sous-alimentation au sein de chaque région.
- 5 La période de référence de la FAO pour mesurer les progrès réalisés est 1993-95.
- 6 Vu la taille de leurs populations, la Chine, l'Inde et le Nigéria sont considérés comme des sous-régions distinctes; il en va de même pour le Mexique.
- 7 Pour plus de détails sur les projections et les méthodes utilisées, voir la publication FAO. 2006. *World agriculture: towards 2030/2050. Interim report. Prospects for food, nutrition, agriculture and major commodity groups*. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/es/esd/AT2050web.pdf>).
- 8 Le SMA a fixé un objectif mondial et non pas régional ou national. Par conséquent, il n'est pas correct, au sens strict, de dire qu'une région réalise cet objectif. Ce terme est employé ici pour indiquer la réduction nécessaire pour qu'une région apporte sa «juste part» à la réalisation de l'objectif. Il en va de même pour l'Objectif 1 du Millénaire pour le développement.
- 9 Les projections démographiques sont extraites de la publication des Nations Unies 2003 *World population prospects - the 2002 revision*, New York, États-Unis. Les projections de la croissance économique proviennent de la publication de la Banque mondiale. 2006. *Global Economic Prospects 2006*, Washington.
- 10 Ni la Malaisie ni la République de Corée n'ont enregistré de recul de la prévalence de la sous-alimentation; toutefois dans ces deux pays les niveaux sont déjà très faibles.
- 11 J.Y. Lin. 1997. Le rôle de l'agriculture dans le processus de transition en Chine. Dans J. Kydd, S. Davidova, M. Mackay et T. Mech, éds. *The role of agriculture in the transition process towards a market economy. Proceedings of a Symposium conducted in association with the Südost Institute and the Thyssen Foundation*. Étude économique n° 9. New York et Genève, Nations Unies.
- 12 C. Findlay. 2005. *China: country assistance evaluation agriculture sector*, p. 1-4. Washington, The World Bank Operations Evaluation Department. Banque mondiale.
- 13 Organisation de coopération et de développement économiques. 2005. *Agricultural policy reform in China*. Note de synthèse. Paris.
- 14 Récemment, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de nouveau, passant de 134 millions à 150 millions de 1997-99 à 2001-03, bien que cette période soit trop courte pour pouvoir établir une tendance.
- 15 S. Rozelle et Jikun Huang. 2005. Développement rural en Chine: nouveaux défis dans un nouveau paysage. Dans L. Brandt, T. Rawski et G. Lin, éds. *China's economy: retrospect and prospect*. Rapport spécial du Programme Asie n° 129. Washington, Woodrow Wilson International Center.
- 16 Le Cambodge et l'Inde ont enregistré une réduction du nombre de personnes sous-alimentées ces dernières années (de 1997-99 à 2001-03), mais, comme en Chine, cette période est trop courte pour pouvoir établir une tendance. Au Cambodge, la réduction va de 5,7 millions à 4,6 millions de personnes (19,3 pour cent) et en Inde de 223 millions à 212 millions de personnes (4,9 percent).
- 17 Le Mexique est considéré comme une sous-région, distincte de l'Amérique centrale.
- 18 Pour une analyse du rôle des inégalités dans la région, se reporter à Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). 2005. *The Millennium Development Goals: a Latin American and Caribbean perspective*, (p. 38-50) Santiago.
- 19 Banque mondiale. 2002. *Reaching the rural poor in the Middle East and North Africa Region*. Washington.
- 20 Comme l'Éthiopie et l'Érythrée n'étaient pas encore deux entités distinctes en 1990-92, les progrès dans chacun de ces pays sont mesurés par rapport à la période de référence 1993-95.
- 21 Pour la composition de la région et des diverses sous-régions, prière de se référer au Tableau 1, page 32.
- 22 Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie.
- 23 Pour surveiller les tendances de la réduction de la faim dans les pays en transition vers une économie de marché, la FAO se base sur la moyenne des années 1993-95 qui est une période de référence plus appropriée que la période 1990-92 utilisée pour les autres groupes de pays.
- 24 Nations Unies. 2005. *The Millennium Development Goals Report 2005*. New York (disponible à l'adresse suivante: <http://unstats.un.org/unsd/mi/pdf/MDG%20Book.pdf>).
- 25 Nations Unies. 2006. *Millennium Indicators Database* (disponible à l'adresse suivante: http://unstats.un.org/unsd/mi/mi_worldmillennium_new.asp).
- 26 Les données se réfèrent à 2004. Banque mondiale, 2006. *World Development Indicators 2006*. Washington.
- 27 Cela suppose des réductions numériques annuelles constantes. Pour atteindre l'objectif en suivant un taux exponentiel, il faudra obtenir une réduction de 42 millions durant la première année, tombant à 22 millions la dernière année.

- 28 Pour une analyse plus détaillée des tendances passées et du programme futur, se reporter à FAO. 2006. *Eradicating extreme poverty and hunger: towards a coherent policy agenda*, par P. Pingali, K. Stamoulis et R. Stringer. Document de travail ESA n° 06-01 (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/008/af839e/af839e00.htm>).
- 29 La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, entérinée en mars 2005, préconise: la propriété (c'est-à-dire que l'aide devrait refléter les priorités des bénéficiaires plutôt que celles des donateurs), l'action commune (c'est-à-dire que l'aide devrait être alignée sur les cycles budgétaires des pays bénéficiaires et épauler les stratégies et programmes nationaux) et l'harmonisation (c'est-à-dire qu'il devrait y avoir une plus grande coordination entre les donateurs pour exploiter les complémentarités, tout en simplifiant les procédures de déboursement).
- 5 M. Flores, A. Bratescu, J. Octavio Martínez, J.A. Oviedo et A. Acosta. 2002. *Centroamérica: el impacto de la caída de los precios del café*. CEPALC Serie Estudios y Perspectivas no 9 (disponible à l'adresse suivante: <http://www.eclac.cl/publicaciones/Mexico/7/LCMEXL517/L517.pdf>).

Notes pour l'encadré sur le Guatemala à la page 19

- 1 CEPALC. 2005. *The Millennium Development Goals: a Latin American and Caribbean perspective*. Santiago.
- 2 Ces estimations doivent être interprétées avec prudence car la dernière prospection terrestre exhaustive remonte à 1979. Des enquêtes plus récentes indiquent une augmentation des inégalités foncières. Se reporter à R. Krznaric. 2005. *The limits on pro-poor agricultural trade in Guatemala: land, labour and political power*. Human Development Report Office Occasional Paper 2005/17 (disponible à l'adresse suivante: http://hdr.undp.org/docs/publications/background_papers/2005/HDR2005_Krznaric_Roman_17.pdf).
- 3 CEPALC. 2005. *Social panorama of Latin America*, p. 116-117. Santiago.
- 4 OCHA-Geneva Natural Disaster Highlights, n° 4 - Avril 2006 (disponible à l'adresse suivante: <http://www.reliefweb.int/library/documents/2006/ocha-gen-30apr.pdf>).



L'Initiative SICIAV et les objectifs de la réduction de la faim

En tant que membre actif de la communauté œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire, j'ai lu le rapport de cette année sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* avec un sentiment d'indignation. Le rapport est d'autant plus décourageant que, malgré l'engagement que nous avons pris en 1996 de réduire de moitié le nombre des personnes souffrant de la faim d'ici 2015, nous avons en réalité fait marche arrière après le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, 23 millions de personnes ayant grossi les rangs des victimes de la faim entre 1995-97 et 2001-03. Ce piètre constat signifie que nous avons perdu tout le bénéfice des progrès réalisés pendant la première moitié de la décennie, qui avaient mis 26 millions de personnes à l'abri de la faim. Le rapport fait observer que nous aurions pu faire nettement mieux dans la lutte contre la faim.

Depuis 1996, il y a eu la Déclaration du Millénaire, le suivi du Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, en 2002, et l'engagement de concrétiser le droit à l'alimentation tel qu'énoncé dans les Directives volontaires, adoptées en 2004. Si nous voulons honorer nos engagements, il nous faudra progresser à un rythme nettement plus soutenu dans la lutte contre la faim et faire bien plus que ce nous avons réalisé depuis le Sommet mondial de l'alimentation. Paradoxalement, les pays à forte croissance démographique qui ont réussi à *freiner* l'accroissement du nombre de personnes victimes de la faim agissent encore dans la bonne direction pour essayer de tenir l'engagement pour le Millénaire; nombre de ces pays ne font pas assez de progrès vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, qui requiert une réduction dans le nombre absolu des victimes de la faim. Dans l'ensemble, pour atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de la faim, il nous faudra progresser deux fois plus vite qu'au rythme actuel. Pour réaliser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, il faudra faire baisser **chaque année** le nombre de personnes sous-alimentées dans des proportions au moins 10 fois supérieures à celles de la période allant de 1990-92 à 2001-03.

Ce rapport devrait être un rappel à l'ordre pour chacun d'entre nous. Les conclusions qu'il présente sont d'autant plus sombres et déprimantes qu'il y a quelques mois, il a été établi que les personnes obèses sont maintenant plus nombreuses que les personnes qui ont faim. Nous avons connu quelques grandes réussites pendant les années 90, mais force est de constater que de façon générale, notre travail au service de la sécurité alimentaire n'a pas été à la hauteur de nos ambitions.

Réduire radicalement le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015, et même réaliser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, n'est pas hors de portée - de 1979-81 à 1990-92, plus de 100 millions de personnes ont été libérées de la faim. Les organisations œuvrant dans le domaine du développement doivent faire en sorte que le combat contre la faim soit mis au moins au même rang que le combat contre la pauvreté. L'une des conditions nécessaires à la vie est précisément d'échapper à l'emprise de la faim. En qualité de citoyens de nos pays, disposant du droit de vote, nous sommes tenus de veiller à ce que nos gouvernants s'engagent dans la lutte contre la faim, à l'intérieur comme au-delà de nos frontières.

J'ai pour habitude d'utiliser cet espace pour faire le point sur l'Initiative SICIAV. Nous avons récemment achevé de planifier nos activités, en nous attachant à réoutiller et à redynamiser notre partenariat international dans le secteur de la sécurité alimentaire. Le plan d'activités que nous avons préparé fait actuellement l'objet de discussions entre nos membres. J'attends avec intérêt de pouvoir vous annoncer quelles seront les modalités de fonctionnement de la nouvelle initiative interinstitutions et la mission spécifique qui lui sera confiée dans la lutte contre la faim.

Lynn Brown (Banque mondiale)
Présidente, GTI-SICIAV

Les membres du GTI-SICIAV comprennent des organismes d'aide bilatérale et des agences techniques, des organismes des Nations Unies et de Bretton Woods, des organisations internationales de recherche agricole, des organisations internationales non gouvernementales et des organisations régionales. Pour obtenir un complément d'information sur le SICIAV et ses membres, consulter le site web www.fivims.net ou envoyer un courriel à l'adresse FIVIMS-Secretariat@fao.org



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

Dix ans se sont écoulés depuis que le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) tenu à Rome s'est engagé à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées avant 2015, et en octobre 2006 le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO procédera à un examen à mi-parcours des progrès accomplis dans cette voie. À cette occasion, la huitième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* examine également la situation par rapport à l'objectif du SMA.

La principale conclusion est que nous n'avons pas avancé en matière de réduction de la faim. Le nombre de personnes sous-alimentées vivant dans les pays en développement n'a pas diminué par rapport à 1990-92, période de référence pour mesurer les progrès accomplis en matière de réduction de la faim. Plusieurs pays ont effectivement progressé, mais dans de nombreux autres le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté.

Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'objectif de réduction de la faim qui fait partie de l'Objectif du Millénaire pour le développement n° 1, lequel plaide pour une réduction de moitié de la proportion de personnes sous-alimentées avant 2015, et les perspectives pour atteindre l'OMD sont assez prometteuses. En revanche, l'objectif plus ambitieux du SMA ne sera pas atteint sans une intensification considérable des efforts pour réduire la faim.

Le rapport présente une vue d'ensemble des progrès et reculs enregistrés dans les diverses régions et quelques-uns des obstacles auxquels se heurte l'action contre la faim, ainsi que les défis qui restent à relever. Il souligne la nécessité urgente d'élargir les zones de progrès pour espérer atteindre l'objectif du SMA.

La dernière section de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* met en lumière quelques-unes des leçons tirées des efforts passés et propose les grandes lignes d'un programme pour accélérer les progrès. Elle se termine par un appel à une intensification de l'action et souligne que s'il existe une volonté politique suffisante, l'objectif du SMA **peut** être atteint.



ISBN 92-5-205580-0



9 789252 055808

TC/M/A0750F/1/10.06/2500